

2 dernière semaines d'octobre 2018

Appel.....	2
Manifestation contre le patriarcat (FR/DE/TU/EN/ES).....	2
Attaque.....	4
Madrid, Espagne : Sabotages en solidarité avec les prisonnier.e.s anarchistes – 19 septembre 2018.....	4
Nantes: Spie carbonisée!.....	5
Paris, France : Ennemis de ce monde – 12 octobre 2018.....	5
Paris : Quatre voitures de la Poste en moins.....	5
Entreprises et collabos : la plaine sera votre Vietnam !.....	6
Châtel-sur-Moselle, France : Attaque contre la gendarmerie – 11 octobre 2018.....	6
La Courneuve, France : L'office HLM perd ses caisses – 12 octobre 2018.....	7
Italie : Contre l'oeil du pouvoir.....	7
Sud de la France : Une cabane de chasse incendiée.....	8
Besançon : Enedis brûle (encore).....	8
Berlin, Allemagne : Incendie contre RWE en solidarité avec la lutte à Hambach – 11 octobre 2018.....	9
Ultimatum.....	10
L'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Dans le futur village olympique ça sent le cramé.....	11
Bourgoin-Jallieu (Isère) : L'annexe de la mairie en feu.....	12
Paris : Dans la nuit de la ville.....	12
Prison pour sans-papiers d'Aluche, Espagne : Tenter l'évasion collective en passant sur les flics ... 19 octobre 2018.....	13
Offemont, France : Les bureaux de l'office HLM incendiés – 20 octobre 2018.....	13
Village-Neuf (Haut-Rhin) : Visite à l'Eglise Saint-Nicolas.....	14
Villejuif (Val-de-Marne) : Le fleuron de la technologie du contrôle rencontre la disqueuse ! [MAJ 23/10].....	14
Scorzé (Italie) : Libérer des animaux, détruire les cages.....	15
Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) : Sabotage de distributeurs de banque.....	16
Saint-Venant (Pas-de-Calais) : Le village redécoré.....	17
Fleury-les-Aubrais (Loiret) : Quatre rames de tram en moins.....	17
Rennes : Vengeance contre la présidence de la fac une semaine après l'envoi des CRS.....	17
Arbois (Jura) : Une vague de tags bien inspirés.....	19
Pas de répit pour ceux qui enferment et torturent !.....	20
Montanaso Lombardo (Italie) : Les serres du centre de recherche CREA détruites.....	22
Suisse : Soutien aux 18 inculpé.e.s de Bâle.....	23
Rennes, France : Contre la gentrification et ses artistes – 1er octobre 2018.....	24
Tréveray (Meuse), France : Le maire pro-CIGEO reçoit de la visite – 12 octobre 2018.....	25
Luttes.....	26
Briançon (05) : ouverture d'un nouveau lieu dans la vieille ville.....	26
Marseille, France : Sur la lutte contre l'aménagement de La Plaine – 11-25 octobre 2018.....	27
Récit.....	31
Le temps des merguez est révolu. Un récit de la manif du 9 octobre.....	31
Un récit de la manifestation du 13 octobre contre TESO.....	32
ZAD, vérité, véricité, véridicité.....	37
Dormir aux gaz : Retour et notes sur le Grand Banquet contre les élections.....	39
Clavière, France : Sur l'expulsion du squat « Chez Jesus » – La répression continue.....	40
Réflexions.....	42

La seule administration possible.....	42
Répression.....	44
Assassinat en cours à la prison de Perpignan.....	44
[Keufmobile en feu] Un an après le procès, des nouvelles du dernier prisonnier.....	47
Belgique : Les anarchistes dans le viseur de l’antiterrorisme.....	47
Bure : 13 procès et le tribunal évacué.....	49
Barcelone: émeutes dans les rues de Gracia contre l’expulsion du squat Ca La Trava.....	52
Des exilés menacés d’expulsion la veille de la trêve hivernale appellent à un rassemblement le 30 octobre.....	52
Espagne – Répression de l’anti-G20 : Nouvelles perquisitions à Madrid et à Palencia – 19 octobre 2018.....	53
Murcie, Espagne : Arrestation de six anarchistes, accusés de plusieurs attaques incendiaires et explosives – 26 octobre 2018.....	54
Solidarité.....	55
Communiqué à l’issue du rassemblement devant France Terre d'Asile.....	55
Oise : Les gendarmes se vantent de leur nouvelle arme, la vidéo-surveillance dans la poche.....	56

Appel

Manifestation contre le patriarcat (FR/DE/TU/EN/ES)

Le renforcement de l’antiféminisme

Avec le glissement politique à droite, les positions antiféministes ont gagné en importance. Le modèle familial conservateur est de nouveau cité en exemple : la femme reste à la maison et fait des enfants, les hommes eux assument un rôle de soutien de famille. Les partis de droite rejettent le langage épïcène qui serait une manifestation du politiquement correct de féministes hystériques. Ils utilisent sciemment des expressions sexistes. Les personnes trans sont cataloguées comme des malades, faisant partie de la « folie du genre ».

Quelles que soient leurs formes d’expression, ces modes d’oppression se caractérisent tous par leur antiféminisme. Les tenants de ces mouvements ont créé le concept de soi-disant « état de nature », qui envisage uniquement l’existence des hommes cis et des femmes cis. Selon ce concept, les hommes sont imaginés comme les protecteurs des femmes, qui seraient le sexe faible. Par ailleurs, des partis et organisations antiféministes se perçoivent comme les protecteurs de « leurs femmes », quant il s’agit par exemple de dénigrer les migrant.e.s et de critiquer exclusivement le patriarcat et la misogynie des cultures étrangères. Des mouvements de la soi-disant masculinité veulent se débarrasser d’un « ramollissement féministe » et pensent les femmes comme des objets sexuels que l’on peut violer. Selon eux, les femmes oppriment les hommes afin de s’accaparer la place dominante. L’antiféminisme définit donc les femmes, mais aussi les personnes LGTIQ2, comme sujet légitime de la violence physique et psychique.

Le féminisme bourgeois n'est que la moitié de la réponse

Certains progrès de ces dernières décennies sont liés aux mouvements féministes bourgeois. Les femmes ont, par exemple, maintenant le droit de gagner leur propre salaire, de suivre une formation ou de voter. Mais leurs efforts émancipatoires se limitent avant tout à leur carrière professionnelle. Les rapports de pouvoir structurels ne sont la plupart du temps pas remis en question ou alors seulement en passant. La conduite du ménage et l'éducation des enfants sont par exemple restés des tâches féminines. Les combats des femmes migrantes ou du mouvement queer ne sont pour ainsi dire pas pris en compte.

Le féminisme bourgeois est devenu une sorte de marque de fabrique. Ainsi des vêtements sont vendus avec des slogans féministes alors que les conditions de production de ces biens par d'autres femmes pour des salaires de misère sont occultés. Le féminisme des partis et des organisations se réduit à une déclaration d'adhésion et au soutien du « combat féministe » des politicien.ne.s. Il en est de même des Prides, à l'origine une forme de protestation et de lutte de personnes trans et de queer hauts en couleur, qui sont, aujourd'hui, récupérées pour être utilisées comme plates-formes de consommation et vecteur de publicité.

Un féminisme queer pour toutes et tous !

Nous voulons une société, dans laquelle toutes les créatures sont libres et où les catégorisations basées sur le sexe biologique ou social ne jouent plus aucun rôle. Nous voulons aussi renverser le capitalisme, le racisme et l'état qui oppriment et imposent des relations de pouvoir. Des combats féministes queer doivent se développer et s'organiser. Des espaces autonomes sont à créer, des espaces de discussions et de travail où les problèmes quotidiens peuvent être abordés collectivement sont à imaginer. C'est pour ce féminisme queer que nous descendons dans la rue !

Une manifestation autonome et solidaire

Nous voulons mener une manifestation sans hommes Cis. Nous voulons créer un espace où les idées, les opinions et les émotions qui sont régulièrement niées par le patriarcat, deviennent visibles. La non implication des hommes Cis est une mesure temporaire, afin de surmonter en partie les relations de pouvoir.

À l'intention des hommes Cis intéressés : des informations pour une participation solidaire suivront.

Nous nous solidarisons avec tous les mouvements féministes queer dans le monde : avec le mouvement Pro-choice en Argentine, au Chili et en Irlande, avec les mouvements autonomes des femmes zapatistes et du Rojava, avec les luttes des femmes en Inde, avec les combats LGBITQ en Turquie, aux USA et en Russie.

Notes :

Cette manifestation se déroulera sans autorisation car nous ne voulons pas demander à l'état une autorisation de descendre à la rue, comme il représente en partie le système d'oppression.

Contact pour des questions ou des propositions : smash-patriachy@immerda.ch

1) un homme cis/une femme cis est une personne dont le genre ressenti correspond au sexe assigné à sa naissance

2) Queer : concept collectif pour tous les humains qui vivent en dehors des normes sexuelles hétéro

3) Lesbian, Gay, Trans, Inter , Queer

Deutsch

27.10.18 - 21 Uhr - Münsterplatz - Bern

Am Samstag, den 27. Oktober wollen wir gemeinsam gegen die tagtäglich herrschende patriarchale Unterdrückung demonstrieren. In Genf wurden Frauen* krankenhaushausreif geschlagen, in Bern begrabschten rechtsradikale Fussballfans mehrere Frauen* an der Aare. In Thurgau wurde einer Mutter, die mit ihrem Kinderwagen unterwegs war wortlos ins Gesicht geschlagen – weitere Frauen* berichteten von ähnlichen Angriffen. Alltägliche patriarchale Gewalt wie zum Beispiel häusliche Gewalt, Rassismus gegen nichtweisse Frauen* oder Diskriminierung von queeren [1] Personen erlangen dagegen selten mediale Aufmerksamkeit. Lasst uns am Samstag, den 27.10. gemeinsam ein Zeichen gegen das Patriarchat setzen !

Attaque

Madrid, Espagne : Sabotages en solidarité avec les prisonnier.e.s anarchistes – 19 septembre 2018



Pendant la semaine internationale de solidarité avec les prisonnier.e.s anarchistes, plus d'une dizaine de distributeurs automatiques de billets ont été sabotés dans divers quartiers de Madrid. L'utilisation des outils pour ce type de sabotage est simple et facile : un marteau et une bombe de peinture.

Nous voyons la solidarité comme la continuité de la lutte qui a conduit à l'enfermement de nos compagnon.ne.s dans les geôles de l'Etat. La solidarité anarchiste, c'est bien plus qu'un simple mot écrit ou un travail d'assistance avec les prisonnier.e.s. Cette solidarité se concrétise dans l'attaque des structures du capitalisme et de l'Etat et cherche à approfondir le conflit en ayant recours à l'action directe.

A bas les murs des prisons. Vive l'anarchie.

Pour les compagnon.ne.s accusé.e.s de l'opération Scripta Manent !

Pour les compagnon.ne.s persécuté.e.s à la suite du sommet du G20 à Hambourg !

Pour les anarchistes indonésien.ne.s poursuivi.e.s après le 1er mai !

Pour Lisa et tou.te.s les anarchistes incarcéré.e.s !

[Traduit de l'espagnol de [Contrainfo](#), 19 septembre 2018]

Nantes: Spie carbonisée!

Spie est une entreprise qui construit des prisons et plus largement un rouage essentiel de la machine qui nous contrôle, nous surveille, nous enferme et nous expulse. J'ai donc crâmé un de leurs camions ce mardi 16 octobre entre 3 et 4 heures du matin, rue du capitaine andré david à Nantes. 2 bouteilles en plastiques remplies d'un mélange de 2/3 essence et d'un tiers d'huile de moteur, le tout avec des blocs d'allume-feux cellophanés contre la bouteille et placé çà derrière les pneus. Ensuite y a plus qu'à allumer et ciao, hasta la malekoum...

Liberté pour toutes et tous, avec ou sans papiers!

un enragé contre l'Etat et ses larbins

Let's block ads! (Why?)

Paris, France : Ennemis de ce monde – 12 octobre 2018

Nous pensons que l'action directe est aussi un moyen pour sortir des impasses du marécage milieutiste, de ses lieux communs acceptés de façon acritique, de ses slogans offensifs qui restent trop souvent lettre morte.

Seuls, associés pour une nuit ou pour la vie – selon la sensibilité de chacun.e – laissons derrière nous les dogmes et choisissons le chaos de la vie.

Pour les défenseurs de ce monde nous sommes des malfaiteurs. Nous sommes simplement ses ennemis et nous en sommes fières.

La nuit du jeudi 11 au 12 octobre, rue d'Hautpoul (Paris 19) on a crâmé un utilitaire de Vinci (constructeur de taule) et une voiture de la SNCF (qui fait la chasse aux pauvres et aux sans-papiers).

Une pensée pour Krème, pour le compagnon incarcéré pour l'incendie de la gendarmerie de Limoges, pour les anarchistes qui passent en procès en Italie (Scripta Manent et Panico).

Vive l'anarchie, vive la liberté !

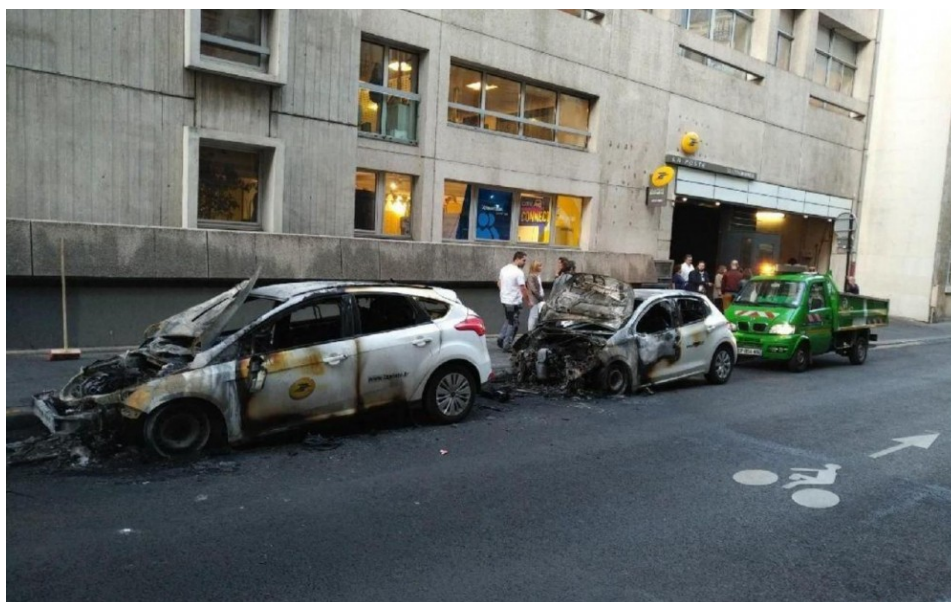
[Reçu par mail]

Paris : Quatre voitures de la Poste en moins

NdAttaque, le 19 octobre. Il vaut mieux lire avant tout la revendication de ceux qui se sont mis en jeu pour mener cette belle action, [ici](#).

Le Parisien / mardi 16 octobre 2018

Nouvel incendie de véhicules dans le XVII^e



arrondissement. Après celui qui avait touché 22 scooters et trois véhicules rue Fourneyron, la semaine dernière, cette fois-ci ce sont **quatre voitures de la Poste et deux scooters qui ont été brûlés**, ce mardi, au 30, rue des Renaudes.

Jérôme Dubus, conseiller de Paris du XVII^e (LREM), s'en inquiète. « Une nouvelle vague comme celle que nous avons connue il y a quelques années elle frappe tout l'arrondissement et non plus les Batignolles seulement », alerte-t-il ce mardi matin. « Le maire (Geoffroy Boulard NDLR) doit demander d'urgence des renforts au préfet de police ».

This entry was posted in [General](#) and tagged [La Poste](#), [Paris](#). Bookmark the [permalink](#).

Entreprises et collabos : la plaine sera votre Vietnam !



A vos marques prêts, partez !!! Petite liste non exhaustive des entreprises qui collaborent à la gentrification et au réaménagement de la Plaine...

Châtel-sur-Moselle, France : Attaque contre la gendarmerie – 11 octobre 2018

Le 11 octobre dans la nuit, la brigade de gendarmerie de la charmante bourgade de Châtel-sur-Moselle, dans les Vosges, a reçu une autre visite que celle de voisins venus porte plainte ou de malheureux venus effectuer leur pointage.

« En effet, un ou plusieurs individus s'en sont pris à des fenêtres du bâtiment, mais aussi à la porte d'entrée de la brigade », nous dit le journaliste du coin, ajoutant pour nous prouver qu'il n'est pas moins sot que le premier pandore venu : « plusieurs petites vitres de cette porte d'entrée présentaient en effet de multiples impacts dus à des coups portés avec un objet lourd du style masse », avec une photo bonus [ci-contre].

Le fin limier qui n'en garde pas moins l'esprit aussi ouvert qu'il le peut, conclut avec cette lumineuse déduction qui fait honneur à sa profession de journalier : « Tentative de cambriolage ? Dégradations gratuites ? Actes de vengeance ? Pour l'heure, les interrogations sont encore multiples sur les raisons de cet acte ». Comme on l'a déjà dit une fois ici... pour une fois toutes les hypothèses nous vont !

La Courneuve, France : L'office HLM perd ses caisses – 12 octobre 2018

Vendredi 12 octobre à La Courneuve, quatre voitures portant toutes le logo de l'office départemental d'HLM (Seine-Saint-Denis Habitat) ont été cramées vers 9h du matin devant les bureaux de cet organisme.

Commentaire dépité dans un journal local de l'entourage du maire de La Courneuve, lui oui, lâchement planqué derrière un bureau pour prononcer expulsions et condamnations : il s'agit d' « individus qui ont un mécontentement ou un grief, et qui au lieu d'organiser une action citoyenne, choisissent la loi du plus fort et des méthodes lâches qui pénalisent tout le quartier ». Il semble en tout cas que la seconde méthode, à l'inverse des vains bouts de papier polis, ne laissent pas le pouvoir indifférent...

Italie : Contre l'oeil du pouvoir

Cracher dans la soupe / jeudi 18 octobre 2018

Depuis ce morceau de terre appelé Italie, dans une région appelée la Romagne.

C'était une nuit de pleine lune, ou peut-être une nuit noire comme un corbeau, ou peut-être que c'était toutes ces nuits qui ...

Choisi de vivre la ville non plus comme un garrot de ciment et de trajets obligatoires, mais dans la tentative de décider, de choisir la route, de dépasser les obstacles; de jouer à cache-cache avec tous les agents de contrôle, humains ou machines (qui se ressemblent alors et se confondent de plus en plus) et d'attaquer ce présent qui nous donne tant de rage et autant d'objectifs.

Lorsque nous prenons la capacité et le temps pour agir, nous nous donnons le moyen de saper l'oppression que nous subissons chaque jour; lorsque nous décidons d'attaquer la megamachine de cette chaîne d'oppression, nous nous sentons également un peu mieux, même un peu plus libres, un peu plus nous-même, avec notre autodétermination.

Nous nous en sommes pris (coupé, démonté, obscurci) aux systèmes de vidéosurveillance, car ils sont l'incarnation (sans viande), [ndt : jeux de mots incarnare senza carne, carne=viande en italien] de la société du spectacle et de ses objectifs omniprésents.

Nous nous en sommes pris aux caméras (en mettant hors service cinq ici et trois là et puis deux autres encore) parce que nous n'oublions jamais que beaucoup de nos compagnon.nes et affines sont en prison ou sous enquête à cause de ces maudites prises de vues.

Nous avons choisi d'agir pour renforcer ces mots et parce qu'il nous semble que la communication par l'action est un moyen formidable de débattre!

Contre toute hiérarchie, même celle qui mettent le feu plus haut que la pierre, la pierre plus haute que les ciseaux, les ciseaux plus haut que les embruns ...

Contre toute autorité, même lorsque le moment d'action nous oblige à déléguer des tâches ou que nous ne nous sentons moins préparé.e.s que d'autres plus « espert.e.s » que nous, ou cristallise des rôles d'autorité.

Pour la multiformité d'attaque joyeuse et destructrice.

Une forte accolade à tout.es les prisonnier.es anarchistes partout dans le monde!

[repris de <https://anarhija.info/library/italia-contro-l-occhio-del-potere-it>]

Sud de la France : Une cabane de chasse incendiée

Bite Back / jeudi 18 octobre 2018

Le soir du 12 octobre, le feu a été bouté à une cabane de chasse dans le sud de la France.

DESTROY



SURVEILLANCE



This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Chasse](#), [Sud de la France](#). Bookmark the [permalink](#).

Besançon : Enedis brûle (encore)

L'Est Républicain / mardi 16 octobre 2018

Ce mardi en pleine nuit, vers 2h30, une quinzaine de pompiers bisontins ont été appelés d'urgence rue Trémolières, quartier Chaprais, pour éteindre **sept voitures embrasées**. Aucun blessé n'est heureusement à déplorer. **La police a établi le caractère volontaire de cet incendie, qui ciblait au départ un véhicule, mais dont les flammes se sont ensuite propagées aux six autres véhicules.** Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, ce sont déjà [huit véhicules qui avaient été incendiés](#) dans différentes rues de la ville. Une enquête de police avait été ouverte pour tenter d'identifier le ou les auteurs de ces actes de malveillance.

« Nous n'avons pas d'éléments tangibles qui permettent de lier ces faits, mais on va bien sûr étudier cette possibilité » fait le savoir le commissaire de la police Charly Kmyta.

Fourgon ENEDIS incendié

Indymedia Nantes / mercredi 17 octobre 2018

Au sujet de l'incendie de sept véhicules rue Trémolières dans la nuit du 15 au 16 octobre à Besançon.

Dans son édition papier du mercredi 17 octobre, l'Est Républicain précise: « la police a établi le caractère volontaire de cet incendie, qui ciblait au départ un véhicule, mais dont les flammes se sont ensuite propagées aux six autres véhicules ». En effet, **selon le témoignage d'une personne**

habitant le quartier, les flammes ont d'abord embrasé un fourgon d'Enedis, pour ensuite se propager aux autres voitures garées dans la rue.

Le matériel entreposé dans ce fourgon, en plus d'être parti en fumée, aurait participé à la propagation des flammes.

Quant au fait qu'« aucun blessé n'est heureusement à déplorer », il faut être un sbire de l'ordre et de ses flics pour ne pas mentionner que les véhicules étaient garés à plusieurs mètres des habitations, écartant tout risque de danger pour les habitations de la rue.

Dans la nuit du 12 octobre dernier, Enedis avait perdu deux véhicules dans les flammes (un fourgon du même type et un utilitaire).

This entry was posted in [Antitech](#) and tagged [Besançon](#), [Doubs](#), [Enedis](#). Bookmark the [permalink](#).

Berlin, Allemagne : Incendie contre RWE en solidarité avec la lutte à Hambach – 11 octobre 2018

La nuit dernière [10 au 11 octobre 2018] à Berlin, nous avons allumé plusieurs engins incendiaires devant l'entrée du Gaußstraße 11 dans le quartier de Charlottenburg. Ce feu de solidarité est dirigé contre [l'entreprise RWE](#)-Innogy domiciliée à cette adresse et est l'expression des liens que nous ressentons avec les occupant.e.s de la [forêt de Hambach](#). Malgré l'arrêt provisoire du défrichage, l'heure n'est pas à la fête. Les machinations destructrices de RWE et d'autres entreprises d'énergies se poursuivent à d'autres endroits sans être perturbées. RWE fournit le carburant qui fait fonctionner le capitalisme mondial, dont l'existence repose sur l'exploitation, le contrôle et la dévastation de l'humain et de la nature.

En plus de l'entreprise et de ses laquais, qui sont aussi bien sous contrat avec l'État que les boîtes privées, la politique mensongère et ses laquais en robe de juge font de la même manière partie de cette misère. Toutes et toutes agissent au service du capital, comme nous l'enseignent les événements des dernières semaines. C'est pourquoi nous ne devrions pas nous laisser fourvoyer dans les promesses et les décisions de justice, car c'est cette même justice qui, sous prétexte de protection contre les incendies, donne le coup de sifflet pour nous expulser et enferme nos ami.e.s en prison.

Pour la liberté et la révolte !

Amour et force pour les personnes incarcérées !

Feu et flamme pour RWE !

(A)



[Traduit de l'allemand d'indymedia, 11.10.2018]

This entry was posted in [Actions directes](#), [Contre l'aménagement du territoire et l'embourgeoisement des quartiers](#), [Répression](#), [solidarité](#) and tagged [Allemagne](#), [Berlin](#), [communiqué](#), [environnement](#), [exploitation de charbon \(lignite\)](#), [forêt de Hambach](#), [RWE](#), [solidarité avec les prisonniers de la lutte à Hambach](#). Bookmark the [permalink](#).

Ultimatum



Nous, membres du GAF-ARB, revendiquons l'enlèvement et la séquestration d'une banderole du « Village de la Sécurité » qui s'est déroulé samedi 13 octobre place Royale à Nantes. Cet événement

ultra sécurisé par des dizaines d'hommes sur-armés n'a pas empêché l'introduction d'armes telles qu'une paire de ciseaux, des pistolets à eau et un sachet de farine pour commettre le rapt. Décidément, plus personne n'est à l'abri... Considérant le nombre de banderoles que les forces de l'ordre ont volé aux forces progressistes ces deux dernières années, nous ne rendrons celle de la Sécurité que lorsque les nôtres nous auront été restituées. Le musée de Waldeck Rousseau doit se vider et rendre sa liberté aux banderoles stylées en détresse dans ce lieu infâme. Nous nous engageons à traiter convenablement notre otage jusqu'à l'ultimatum, au-delà duquel, si nos banderoles ne nous sont pas rendues, nous ne pourrons plus rien garantir. Par souci de laisser à la fourmilière désorganisée du commissariat Waldeck Rousseau le temps de réfléchir et de s'organiser, nous fixons cet ultimatum au samedi 20 octobre, à 13h12. Si, à ce moment précis, aucune banderole stylée n'a été déposée sur la place Waldeck Rousseau, nous ne garantirons plus la sécurité de notre banderole-otage. Comme vous pouvez le voir sur la photo, nous sommes lourdement armées et déterminées. Ne nous prenez pas à la légère. Bien à vous, Le Gang Anarcho-Féministe, section Armée pour la Restitution des Banderoles.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

L'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Dans le futur village olympique ça sent le cramé

Le Parisien / jeudi 18 octobre 2018

Huit voitures ont été détruites par les flammes, dans la nuit du 14 au 15 octobre, sur un parking de l'écoquartier fluvial de L'Ile-Saint-Denis.

La vigilance est de mise dans l'écoquartier de l'Ile-Saint-Denis, suite à l'incendie de plusieurs voitures. Dans la nuit de dimanche à lundi, les habitants de l'écoquartier fluvial de l'Ile-Saint-Denis, situé dans le futur village olympique, le long du quai Châtelier, ont été réveillés par les flammes aux alentours de trois heures du matin.

Huit voitures, stationnées dans le parking visiteur provisoire, ont été détruites dans un incendie, dont on ignore encore l'origine. Selon les premiers rapports d'enquête, un premier véhicule a été incendié, avant que le feu ne se propage à sept autres véhicules. [...]

Selon le début de l'enquête confiée au commissariat local, deux personnes suspectes auraient été aperçues avant le déclenchement du sinistre. Les techniciens du laboratoire central ont effectué des prélèvements afin de trouver trace d'hydrocarbure.

Suite à cette courte nuit, Mohamed Gnabaly le maire (SE) de L'Ile-Saint-Denis a transmis une circulaire aux habitants de l'écoquartier, affirmant qu'« **une équipe prévention et tranquillité publique de cinq personnes** » a été mise en place « **pour protéger et améliorer le cadre de vie des habitants** ». Mais les résidents restent sceptiques. [...]

Bourgoin-Jallieu (Isère) : L'annexe de la mairie en feu

France3 / vendredi 19 octobre 2018

Un bâtiment de la mairie de Bourgoin-Jallieu, en Isère, a été victime d'un incendie volontaire dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 octobre 2018. Une enquête a été ouverte par la police. Les faits se sont produits la nuit dernière. Les pompiers ont été appelés vers 2h45 pour un incendie dans une annexe de l'hôtel de ville de Bourgoin-Jallieu. Dans ce bâtiment de 2 étages, **le feu a été localisé au premier étage et a touché le service juridique de la ville.** Personne n'était présent au moment de l'incendie.

Les policiers qui se sont rendus sur place ont très rapidement orienté leur enquête vers une cause criminelle. Une vitre du bâtiment était brisée et un pavé a été retrouvé à l'intérieur.

L'incendie a été maîtrisé par les pompiers vers 4h30. Selon un premier bilan, la charpente n'est pas endommagée, seul un dôme en PVC a fondu. On ignore pour l'instant le montant des dégâts.

This entry was posted in [Antiélectorat](#) and tagged [Bourgoin-Jallieu](#), [Isère](#), [Mairie](#). Bookmark the [permalink](#).

Paris : Dans la nuit de la ville

reçu par mail / vendredi 19 octobre 2018

La nuit du 16 septembre* sur le coup de 3 heures j'ai incendié **4 voitures de la Poste garées rue des Renaudes dans le 17ème. Quelques allume-feux poussés à travers la grille du radiateur ont suffi...**

N'en déplaise à ceux qui ont déjà voulu tout expliquer mais ce qui m'a poussé ce soir là c'est moins le fait que des employés zélés de la Poste ont balancer des sans-papiers aux flics, mais plutôt le taf quotidien de la Poste, un rouage important et souvent ignoré de cette société, de l'économie et de la gestion étatique.

J'ai lu après-coup qu'au même moment un autre enragé sillonnait les rues de Nantes lui aussi poussé par des envies incendiaires. Ça fait plaisir de savoir qu'ailleurs d'autres personnes s'attaquent à ce monde, ça motive et ça donne de la force.

Solidarité avec Krème qui subit les brimades des matons de la taule de Meaux. Solidarité avec la personne enfermée à Limoges pour l'incendie de la gendarmerie. Solidarité avec les anarchistes qui gardent la tête haute face à la répression en Italie.

FEU ET FLAMMES CONTRE CE MONDE D'AUTORITÉ !

** NdAttaque, samedi 20/10 : comme on nous a fait remarquer (merci!), il semblerait plus logique que ça se soit passé le 16 octobre e non pas le 16 septembre. Peut-être une erreur.*

NdAtt. : pour voir des jolies photos, [ici](#).

This entry was posted in [Bloquer les flux](#) and tagged [La Poste](#), [Paris](#). Bookmark the [permalink](#).

Prison pour sans-papiers d'Aluche, Espagne : Tenter l'évasion collective en passant sur les flics ... 19 octobre 2018

Dans la soirée de vendredi 19 octobre, une émeute a éclaté à la prison pour sans-papiers [1] d'Aluche, un quartier du sud-ouest de Madrid. Des migrants ont cherché à s'évader et se sont retrouvés face aux matons-flics du centre. Une dizaine d'entre eux ont été blessés.

Selon les médias, « des migrants auraient utilisé des bancs comme des béliers à la faveur d'une distribution de médicaments, s'en prenant aux 12 policiers en poste à ce moment-là. Parmi les blessés, deux policiers ont été grièvement touchés » et ont du être hospitalisés. Au total, dix flics et un migrant auraient été blessés lors de cette tentative d'évasion collective.

En août, une révolte avait secoué cette même prison. Cette fois-ci, treize mineurs sans-papiers avaient réussi à s'échapper.

[Reformulé de la presse, 20.10.2018]

NdSAD : [1] Appelées dans le langage du pouvoir « Centres d'Internement pour Etrangers ». C'est l'équivalent en France des Centres de Rétention Administrative (CRA).

Offemont, France : Les bureaux de l'office HLM incendiés – 20 octobre 2018

Dans la nuit du 19 au 20 octobre à Offemont (Territoire-de-Belfort), les bureaux de l'office HLM de Territoire Habitat ont été incendiés. Les dégâts sont tels que l'agence a dû fermer temporairement.

Sur les coups de 4h30, l'alarme anti-intrusion a alerté l'agent d'astreinte de l'office HLM. Une fois sur les lieux, ce dernier constate qu'un « volet avait été forcé et que des flammes

s'échappaient de deux fenêtres. Il semble qu'un engin incendiaire ait été projeté à l'intérieur, embrasant l'ensemble des bureaux. L'agence a ensuite été placée sous la surveillance de deux agents de sécurité ». Etant donné que l'ensemble des locaux a été entièrement ravagé par les flammes, les dix employés travaillant sur le site seront répartis sur les autres agences du Territoire-de-Belfort.

Le président du conseil départemental et de Territoire habitat s'est dit stupéfait de l'acharnement la détermination de l'auteur des faits : « *Il lui a fallu escalader la barrière métallique qui entoure l'agence, forcer le volet et s'attaquer au double vitrage, avant de lancer l'engin incendiaire !* ».

« Cette agence gérait 3 500 appartements de l'Arsot, mais aussi de toute la partie nord du Territoire, ce qui représente environ un tiers du parc de Territoire habitat », d'après le président de Territoire Habitat.



Plus tôt, vers 20h30, deux voitures avaient été incendiées rue des Commandos-d'Afrique dans le même quartier de l'Arsot.

[Reformulé de la presse locale, 20.10.2018]

Village-Neuf (Haut-Rhin) : Visite à l'Eglise Saint-Nicolas

DNA / Lundi 22 octobre 2018

C'est une scène « horrible » que décrit Anne Schneilin, la présidente du conseil de fabrique de l'église Saint-Nicolas de Village-Neuf. Samedi, en début d'après-midi, un membre du conseil s'est aperçu qu'une porte de l'église, située à côté de la cour de l'école primaire Vauban, était ouverte. Intrigué, il est entré et a constaté plusieurs actes de vandalisme. Aussitôt prévenus, Anne Schneilin et le curé de la paroisse, Mathieu Hammel, ont découvert, médusés, que **le contenu des cinq extincteurs du bâtiment avait été vidé, sur les bancs en bois sculptés, au niveau de l'autel de Sainte-Marie ou au sol**. Ces extincteurs ont ensuite été cachés dans une armoire, derrière le maître-autel. **Dans l'allée centrale, le tronc de collecte pour la rénovation de l'église a en partie été arraché. Et des allumettes, mises à disposition des paroissiens pour allumer les cierges, ont été répandues au sol et sur l'autel**. « C'était à pleurer », commente Anne Schneilin.

« L'impact sur notre paroisse et notre communauté de l'Eau Vive est profond. Les paroissiens et les citoyens de Village-Neuf sont choqués », témoigne de son côté André Kastler, conseiller municipal, également membre du conseil de fabrique. Prévenue à son tour, la compagnie de gendarmerie de Saint-Louis a procédé à des relevés d'empreintes digitales et d'ADN. La messe hebdomadaire du samedi soir a été annulée. L'église Saint-Nicolas restera probablement fermée au public au moins jusqu'au samedi 27 octobre.

This entry was posted in [Anticlérical](#) and tagged [église](#), [Haut-Rhin](#), [Village-Neuf](#). Bookmark the [permalink](#).

Villejuif (Val-de-Marne) : Le fleuron de la technologie du contrôle rencontre la disqueuse ! [MAJ 23/10]

Le Parisien / lundi 22 octobre 2018

Il n'aura pas fallu plus d'un mois pour comprendre que la caméra installée face au stade Gabriel-Thibault, à Villejuif, n'est pas au goût de tous. « **Le mât de plus de huit mètres de haut sur lequel reposait une caméra à reconnaissance faciale a été attaqué à la disqueuse** vendredi », indique une source proche du dossier. Installés rue Séverine, juste en face de l'avenue de Gournay, ces « yeux électroniques », **capables d'identifier des personnes à plusieurs dizaines de mètres**, surveillaient un point de deal.

Mise à jour du 23 octobre : du coup la caméra n'était pas encore installée sur le mat, comme nous le dit un autre article du Parisien du même jour, qui par ailleurs appuie bien sur le trafic de drogue dans le secteur.

[...] Vendredi soir, aux alentours de 19 heures, le mât géant (8 mètres !) tout juste installé en face du stade Gabriel-Thibault — au croisement de la rue Séverine et de l'avenue de Gournay — pour accueillir un dôme de caméras à haute définition capables de zoomer avec une grande netteté sur des visages situés à plus de 200 m, a été scié à la disqueuse. [...]

[...] « Ce sont **18 caméras de vidéoprotection qui ont déjà été installées et il y en aura 26 d'ici à la fin de l'année**, annonce Ronan Wiart, directeur sécurité et prévention à Villejuif. A terme, on espère s'en servir pour faire de la vidéo verbalisation. »

Toutes ces caméras sont reliées au poste de police municipale, où elles sont analysées en direct par des opérateurs du centre de supervision urbaine. Les images sont ensuite conservées durant 30 jours.

Des caméras ont déjà été installées dans le centre-ville, sur les grands axes routiers (RD7, avenue Paul-Vaillant-Couturier, avenue de Verdun...) et à proximité des principaux équipements (mairie, établissements scolaires, stations de métro, marchés...). Le coût d'installation du dispositif, qui s'élève à environ un million d'euros, est partagé entre la région (100 000 €), le fonds interministériel de prévention de la délinquance (30 000 €), et la Ville.

Scorzé (Italie) : Libérer des animaux, détruire les cages

Anarhija.info / vendredi 19 octobre 2018

Dans la nuit du 12 septembre, dans le hameau Rio San Martino de la commune de Scorzé (près de Venise), un incendie a détruit un hangar contenant bureau et entrepôt d'un élevage de visons. Les dégâts sont de l'ordre de 300.000 euros, selon le propriétaire, Michele Caccaro. Aucun animal n'est blessé.

C'est la cinquième attaque que cette entreprise subit en quatre ans. Les représentants de la filière de la pelleterie, fiers de leur savoir-faire *Made in Italy*, ne se gênent pas pour parler de « terrorisme ».

Un fourgon de cette même entreprise avait déjà été incendié dans la nuit du 30 juin au 1er juillet 2017. Les caméras de surveillance avaient filmé deux personnes cagoulées essayer sans succès de briser les vitres du local où sont les cages, avant de déverser du liquide inflammable par une vitre cassée du véhicule. Des milliers de visons y avaient été libérés en février 2016, quand le système d'alarme avait été saboté, des dizaines de mètres de grillage abattus et les cages ouvertes. Un tag signé Animal Liberation Front avait également été laissé sur place. Déjà fin août et fin octobre 2014, des centaines de mustélidés, des 700 qui s'y trouvaient emprisonnés, avaient pu sortir (mais une grande partie avait de nouveau été capturée).

Jusqu'à la destruction de la dernière cage !



Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) : Sabotage de distributeurs de banque

Ouest-France / Lundi 22 octobre 2018

Un distributeur automatique de billets (Dab) a été vandalisé, la semaine dernière, dans le quartier de Cesson à Saint-Brieuc. **Un énervé s'est visiblement acharné sur l'appareil en s'attaquant à l'écran. Le clavier a également été peinturluré.** Mais le distributeur a tenu le coup puisqu'il est toujours en état de fonctionner. Dans le centre-ville de Saint-Brieuc,



le distributeur de La Poste, place de la Résistance, est par contre hors-service depuis quelques jours.

maville / mardi 23 octobre 2018

Après les actes de vandalisme sur un distributeur de billets de la Caisse d'Épargne dans le quartier de Cesson à Saint-Brieuc, c'est un autre distributeur qui est tombé en panne, ce week-end, dans le centre-ville.

Le distributeur automatique de billets (Dab) de La Poste, place de la Résistance à Saint-Brieuc, est l'un des plus utilisés de la ville en raison de sa localisation au cœur du marché les mercredis et samedis matin. Et du fait de la fermeture d'autres DAB (CIC, Crédit Mutuel) dans l'hypercentre ces dernières années.

Depuis ce week-end, il affiche un écran noir. Il aurait lui aussi été dégradé, explique la direction de La Poste. Si la nature de la panne n'a pas encore pu être déterminée avec certitude, il

pourrait s'agir d'une tentative d'escroquerie. « La procédure pour le remettre en route est un peu plus longue », explique La Poste. [...]

Le DAB de la Caisse d'Épargne à Cesson

Saint-Venant (Pas-de-Calais) : Le village redécoré

L'Écho de la Lys / lundi 22 octobre 2018

Dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 octobre, des dégradations ont eu lieu sur divers mobiliers urbains et bâtiments administratifs. [...] Des faits de dégradations, **de tags et de peintures ont eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi sur du mobilier urbain et des bâtiments communaux.** C'est au petit matin que les dégâts ont été repérés. Le ou les auteurs sont partis du collège Georges-Brassens, rue de Guarbecque, pour terminer leur cheminement sur la place De Gaulle en passant par la rue de Paris. [...]

This entry was posted in [ACAB](#), [Antiélectoral](#) and tagged [Pas-de-Calais](#), [Saint-Venant](#). Bookmark the [permalink](#).

Fleury-les-Aubrais (Loiret) : Quatre rames de tram en moins

La République du Centre / Mardi 23 octobre 2018

Vitres brisées ou étoilées : hier soir, quatre rames de la ligne A du tram ont été caillassées, à Fleury-les-Aubrais. Ces incidents se sont produits sur le tronçon qui va des stations Lamballe à Gare des Aubrais, selon l'opérateur, TAO [*filiale de Kéolis, qui appartient à son tour par deux tiers à la SNCF; NdAtt.*]. Ils ont eu lieu aux alentours de 23 h 45, alors que le Tour Vibration battait son plein en centre-ville d'Orléans, où étaient rassemblées plus de 25.000 personnes. La police nationale, elle, a été avisée des faits vers 1 h 15. Elle indique que les auteurs des faits n'ont pas été identifiés.



Rennes : Vengeance contre la présidence de la fac une semaine après l'envoi des CRS

[Mardi 9 octobre dernier, jour de mobilisation nationale appelé par les syndicats, le président de l'université de Rennes 2, Olivier David, brise la grève et le blocage (votés lors de la précédente AG) en faisant appel aux forces de l'ordre. L'armada de casqués du pouvoir interviendra à 9h30 pour débloquer les bâtiments et rétablir l'ordre universitaire. NdAtt.]

Ouest-France / Lundi 22 octobre 2018

Jeudi 18 octobre dernier, une assemblée générale s'est tenue dans le bâtiment L de l'université de Rennes 2. À l'issue de celle-ci, un groupe composé de 30 personnes cagoulées s'est dirigé vers le bâtiment de la présidence, à l'entrée du campus. **« Des vitres ont été brisées à coups d'extincteur et la façade du bâtiment a été aspergée de peinture et de goudron »**, explique la présidence de Rennes 2 dans un communiqué. Des faits qui se déroulent quelques jours seulement après l'intervention des forces de l'ordre à la faculté, le mardi 9 octobre dernier, où une centaine de personnes avaient tenté de bloquer en vain les accès à Rennes 2.



Par ailleurs, lors d'un vote organisé par la présidence de l'université, le 11 octobre dernier, 87 % du personnel et 65 % des étudiants s'étaient prononcés contre le blocage.

Ce nouvel épisode violent passe très mal auprès de la direction. *« L'équipe de direction condamne sans réserve la violence contre les biens et les personnes sur nos campus. Alors que l'assemblée générale dénonce la casse du service public et prétend vouloir défendre les étudiants et les salariés précaires, il est incompréhensible que notre université soit la cible de telles actions violentes. »*

Ce sont les vitres de la Chambre Claire, lieu d'échanges et d'expositions artistiques, qui ont été brisées. L'Université de Rennes 2 ne souhaite pas en rester là et a décidé de porter plainte.

« L'Université doit rester un lieu ouvert, où le débat et les idées circulent librement et dans le respect des uns et autres », rappelle la Présidence.

extrait du Télégramme / mardi 23 octobre 2018

[...] Suite aux dégâts observés dans le bâtiment de la Présidence de Rennes 2, le 18 octobre dernier, la direction de l'Université a pris la décision de porter plainte. Ce jour-là, selon cette dernière, **un groupe d'une trentaine de personnes encagoulées ayant participé un peu plus tôt à une assemblée générale rassemblant des étudiants s'était en effet dirigé vers la Présidence.** **« Des vitres ont été brisées à coups d'extincteur et la façade du bâtiment a été aspergée de peinture et de goudron »**, raconte la Présidence dans un communiqué. [...]



Calme et sérénité de retour à la fac de Rennes 2...

Olivier David, président de Rennes 2

Arbois (Jura) : Une vague de tags bien inspirés

La Voix du Jura / jeudi 25 octobre 2015



Le centre-ville d'Arbois a été la cible de 6 tags dont 3 dans la rue des fossés dans le secteur du château Pécauld. Les faits auraient été commis pour la plupart le week-end dernier. La police municipale a constaté les faits et a adressé un rapport circonstancié à la gendarmerie. Ces inscriptions ont été posées sur des murs appartenant pour la plupart à des particuliers.

La com com Coeur du Jura est également concernée puisque le restaurant intercommunal de la rue des Fossés a subi le passage du tagueur avec des inscriptions humoristiques : « **La retraite à 13 ans** » et « **Le RSA a 5 000 €.** » Rue des fossés, une nouvelle inscription « Nietzsche » a été également ajoutée sur un muret déjà tagué Kipling par le passé.

Selon la police municipale, le personnel du restaurant intercommunal a découvert ces inscriptions lundi matin après la reprise du service. « Vendredi nous étions présents lors des sorties scolaires et aucune inscription ne figurait sur les murs » souligne la police municipale.

Dans la rue de Bourgogne, l'inscription « **Métro boulot caveau** » s'étire le long d'un mur d'une maison particulière. Dans la rue Pasteur et la rue des Tourillons, d'autres tags plus ou moins humoristiques sont signalés dont : « **Bière gratos pour les travailleurs** ».

Les travaux de nettoyage menés par la mairie ne concernant que les bâtiments communaux, les riverains devront faire enlever les tags par leurs propres moyens en faisant marcher leur assurance ce qui signifie qu'ils devront au préalable porter plainte en gendarmerie d'Arbois.

Pas de répit pour ceux qui enferment et torturent !

Lille : Le véhicule des matons pris pour cible

Source : La rue ou rien

Actu Pénitentiaire / mardi 23 octobre 2018

Ce vendredi 19 octobre 2018, vers 17h00 un véhicule pénitentiaire a été pris pour cibles.

Le véhicule effectué le trajet retour du tribunal de grande instance de Lille vers le centre pénitentiaire de Sequedin. Au niveau du pont du CHR de Lille, deux tirs de paintball sont venu percuter le véhicule pénitentiaire.

Il sera remarqué par les forces de l'ordre lors du dépôt de plainte que les tireurs avaient une réelle précision de tir. Leur volonté de nuire aux personnels était clairement perceptible.



Prison de Strasbourg : Deux matons à l'hosto

Le Parisien / vendredi 26 octobre 2018

Selon les syndicats pénitentiaires, il y a eu quatre prises d'otages à la prison de Strasbourg en dix ans. Si la tentative de jeudi a échoué, « cela aurait pu être bien plus grave », assure auprès de France Bleu Alsace Christophe Schmitt, secrétaire interrégional de FO. Plus tôt dans la journée, vers 13h15, un détenu a en effet immobilisé une surveillante, en tentant même de l'étrangler avant qu'un collègue ne s'interpose et ne soit lui aussi blessé.

Selon la radio, la surveillante était venue chercher un détenu pour l'accompagner au parloir tandis que trois autres personnes se trouvaient dans cette cellule. Mais l'homme qui devait être amené pour une visite a tenté de passer en force, muni d'une arme blanche artisanale. Un coup visiblement

préparé.

En entendant l'altercation et sa collègue en difficulté, un autre surveillant a alors activé l'alarme puis s'est rendu dans la cellule. Lui-même y a alors reçu des coups de lame au niveau du torse, du front et des bras. Il aura fallu l'arrivée d'une équipe d'intervention pour maîtriser l'individu, connu pour d'autres faits de violences.

Toujours selon la radio, l'homme a été placé en quartier disciplinaire et devrait être rapidement jugé en comparution immédiate. L'Union interrégionale des syndicats pénitentiaires FO dénonce « un fait grave qui aurait pu coûter la vie à une surveillante », également blessée à la poitrine et au bras. Les deux gardiens ont été hospitalisés et les médecins ont dû leur faire plusieurs points de suture.

Prison de Bapaume (Pas-de-Calais) : Elle se venge sur ses bourreaux

La Voix du Nord / mercredi 24 octobre 2018

Une nouvelle agression a eu lieu ce mercredi matin au centre de détention de Bapaume contre trois surveillants pénitentiaires, dans le quartier des femmes.

Une détenue aurait « violemment agressé » une surveillante, alors que celle-ci lui remettait une notification, dénonce Régis Wallet, représentant du syndicat pénitentiaire des surveillants (SPS). **La surveillante serait tombée au sol et ses deux collègues masculins auraient été mordu pour l'un et possiblement blessé au poignet** pour l'autre en maîtrisant la prisonnière.

Tous trois ont été conduits à l'hôpital d'Arras pour passer des examens. « Le protocole a été bien suivi (par la direction), la détenue a été placée automatiquement en quartier disciplinaire », apprécie le délégué syndical, qui demande toutefois le transfert de cette dernière dans un autre établissement. Cette détenue aurait déjà été envoyée à l'isolement, suite à des menaces proférées contre le personnel. Et a été jugée récemment pour des faits de violence. Le parquet d'Arras confirme cette agression.

Début août, trois détenus avaient déjà mis le feu à des couvertures pour exiger un transfert.

[...]

Orne : Ça chauffe dans les taules

Tendance Ouest / lundi 22 octobre 2018

Il s'est barricadé vendredi 19 octobre 2018 avec frigo, table, armoire métallique : un détenu du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe, près d'Alençon (Orne) était armé de morceaux de bois, taillés en pointe. L'équipe d'intervention des surveillants a finalement réussi à le maîtriser sans, qu'heureusement, personne ne soit blessé. Le détenu a été placé en quartier disciplinaire.

Un autre incident a eu lieu vendredi 19 octobre 2018, mais au centre de détention d'Argentan-Couladon (Orne), une bagarre a éclaté au moment de la distribution du repas du soir. **La veille, trois surveillants y avaient été agressés par un détenu.**

Prison d'Argentan : Six contre un, mais il tient bon

Actu Pénitentiaire / lundi 22 octobre 2018

Une agression s'est déroulée au centre de détention d'Argentan. **Un détenu refusait de regagner sa cellule suite à sa promenade dans la cour de la prison. Six surveillants devront aller le chercher de force, mais le détenu ne se laissera pas faire et deviendra violent. Trois surveillants seront blessés et recevront 10 jours d'ITT avec une morsure au ventre pour l'un d'entre eux.** Le détenu était porteur d'une lame de rasoir et d'un pic de confection artisanale.

Prison de Fleury-Mérogis : Les prisonniers ne se laissent pas faire

Actu Pénitentiaire / vendredi 26 octobre 2018

La remontée des promenades a été agitée ce mardi à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Un surveillant va demander à deux détenus bruyants de vouloir se calmer, l'un des détenus ne va pas apprécier et va asséner **un coup de tête au fonctionnaire. Le deuxième détenu va lui, bousculer un autre agent.** Plusieurs collègues des surveillants vont venir leur porter assistance et les individus seront maîtrisés et placés au quartier disciplinaire de l'établissement. [...]

Prison de Draguignan : Trois d'un coup !

Actu Pénitentiaire / dimanche 21 octobre 2018

Trois surveillants de la maison d'arrêt de Draguignan ont terminé leur service à l'hôpital hier soir. Alors qu'il réintègre les promenades, le chef de bâtiment va demander à un détenu d'éteindre sa cigarette car il est interdit de fumer dans les lieux à usage collectif. C'est à ce moment que le détenu assène un violent coup de poing au visage du fonctionnaire. D'autres surveillants venus en renforts vont, non sans mal, maîtriser l'individu et le placer au quartier disciplinaire. Deux autres agents seront blessés pendant l'intervention, les trois seront évacués par les sapeurs-pompiers vers l'hôpital. [...]

Prison de Nantes-Carquefou : Le maton pris de court

Actu Pénitentiaire / samedi 20 octobre 2018

Un surveillant de la maison d'arrêt de Nantes s'est fait agresser par un détenu de la prison. Alors que le surveillant demande à un détenu de ne pas stagner à un endroit de la détention et de regagner son étage, **ce dernier va d'abord s'exécuter puis va faire demi-tour et va, sans raisons apparentes, s'en prendre au fonctionnaire en lui assénant de multiples coups au visage. Celui-ci surpris par la violence de l'attaque ne va pas pouvoir déclencher son alarme.** Fort heureusement, un de ses collègues en poste non loin de l'altercation, va lui, déclencher son alarme. Les renforts vont rapidement intervenir et maîtriser le détenu. Le surveillant s'en sort avec des hématomes au visage ainsi que des griffures, il a été surtout très choqué psychologiquement.

Montanaso Lombardo (Italie) : Les serres du centre de recherche CREA détruites

Cracher dans la soupe / vendredi 26 octobre 2018

Dans la nuit du 2 octobre, une demi-lune complice qui discrètement guidait nos pas mais sans trop nous exposer, **nous sommes entrés dans les propriétés du centre de recherche CREA de Montanaso Lombardo (LO). Nous avons dévasté les quatre grandes serres de l'institut, détruisant presque toutes les plantes expérimentales qu'ils contiennent.**

Il n'est pas étonnant que les médias aient gardé le silence sur ce fait, malgré les graves dommages causés à leurs recherches : en effet, les centres de recherche du CREA sont sous le contrôle direct du gouvernement, qui a tout intérêt à dissimuler les actions qui mettent les bâtons dans les roues de ses projets.

Le CREA traite le séquençage et le génie génétique des plantes et de la modernisation hyper-technologique de l'agriculture et de l'élevage. Ses dernières recherches, financées par le gouvernement, portent sur le développement des de ce que l'on appelle les OGM 2.0.

Nous ne regarderons pas passivement l'énième projet qui manipule le vivant en en détruisant la spontanéité, au nom du profit. Avant de partir, nous avons laissé de gros tags à l'intérieur des serres : « NO BIOTECH », « NI ANCIEN NI NOUVEAU OGM », « HAMBACH RESISTE ». Solidarité avec ceux qui luttent pour la défense de la terre contre la civilisation industrielle. Un salut complice aux compagnons et compagnones touchés par les opérations Scripta Manent et Panico.

Des anarchistes contre la misère de l'existant

[Publié sur roundrobin.info]

Suisse : Soutien aux 18 inculpé.e.s de Bâle

Contra Info / mercredi 24 octobre 2018

Le 24 juin 2016 a eu lieu à Bâle une manifestation contre le racisme, la répression et la gentrification. Durant cette manifestation, des institutions et entreprises, participant aux conditions en vigueur, ont été la cible d'attaques. Ce sont, entre autres, le bureau du plus gros parti de la droite populiste suisse (UDC), le palais de justice, une entreprise privée de sécurité (Kroo Security) ainsi que la police qui ont été visés.

Le soir même, 14 personnes ont été arrêtées, accusées d'avoir pris part à la manifestation. Sept d'entre-elles ont passé plusieurs mois en détention préventive. Quelques semaines plus tard, une

autre personne a encore été arrêtée et, en cours de procédure, 4 personnes de plus ont été convoquées et accusées. Il ressort de l'acte d'accusation que le procureur suit la piste reprochant à l'ensemble des 18 personnes accusées d'avoir commis ensemble des délits suivants, « en se répartissant les tâches » :

Multiples dégradations de biens qualifiées (attroupement sur la voie publique et lourdes dégradations, agressions, violation de la paix publique, coups et blessures (avec objet dangereux), de multiples tentatives de coups et blessures (avec objet dangereux) et de multiples tentatives de blessures graves, de multiples troubles sur la voie publique, violences et menaces envers les autorités et les agents, violation du code de la route et infraction à la loi cantonale sur les infractions.

Le procès débute le 24 octobre au tribunal correctionnel de Bâle. Il est prévu qu'il dure cinq jours, le verdict étant attendu pour le 30 octobre. Le procès sera orchestré par trois juges qui, en théorie, peuvent imposer des peines allant jusqu'à cinq ans de prison.

L'indignation quant à la violence envers des biens matérielles ou envers les policier·ère·s présent·e·s est hypocrite. La violence ne commence pas au moment où des pierres sont jetées lors d'une manifestation. Les attaques du 24 juin 2016 ne sont en aucun cas comparables à la violence subie par les milliers de personnes en fuite, enfermées dans des camps et centres de renvois, confrontées à des situations sans perspectives à l'intérieur de la « forteresse Europe ». Lorsque le Ministère Public fait courir l'image de manifestant·e·s violent·e·s, c'est une manière de plus de cacher, dans la tête des gens, la réalité de la violence quotidienne.

Nous saluons le fait que des personnes prennent la rue afin de se rebeller contre les oppressions présentes, de manière autonome et sans demander de permission. Nous considérons le militantisme comme un moyen d'intervenir directement face aux dysfonctionnements, permettant de sortir d'une protestation purement symbolique.

La répression que rencontre ces 18 personnes ne doit pas être considérée comme un cas à part. Elle est la garantie nécessaire du fonctionnement sans friction d'une société basée sur d'énormes inégalités. Les personnes sont discriminées, condamnées ou encore enfermées sur la base de leur statut social, de leur apparence, d'une pratique de résistance ou encore de leur situation légale. Ces mécanismes répressifs servent à protéger les avantages des personnes privilégiées et à maintenir les autres à distance. La répression n'est pas un événement individuel, mais bien un élément quotidien de notre société.

Dans un moment où les médias et la justice cherchent à nous diviser, nous devons, plus que jamais, nous tenir ensemble et exprimer notre solidarité de manières diverses et variées. Pour nous, il n'est pas important de savoir si les accusé·e·s sont coupables ou non. Tant que nous restons unis malgré nos différentes positions. Montrons nous solidaires avec les accusé·e·s du 24 juin 2016. Montrons que notre solidarité est plus forte que les lois de l'État et que la répression.

Plus d'info sur la manif en question ici.

Rennes, France : Contre la gentrification et ses artistes – 1er octobre 2018

Des voix dissonantes se lèvent contre l'embourgeoisement à Rennes. « Qui pour vivre ici ? » : c'est le message laissé à la bombe de peinture sur l'oeuvre de l'artiste Néerlandais Krijn de Koning, installée depuis quelques mois rue de l'Alma à Rennes.

Sous la forme de mobilier urbain aux couleurs très vives, l'oeuvre baptisée « Portes Ouvertes » accompagne le projet de réaménagement urbain de la place Thérèse Pierre, sur laquelle de nouveaux immeubles d'habitation vont voir le jour d'ici peu. Des arbres devraient aussi être plantés au milieu de cet espace bétonné et aseptisé.

Cette oeuvre est une commande de la mairie à l'artiste pour un montant de plus de 205.000 euros.



[Reformulé de 20 minutes, 01.10.2018]

Tréveray (Meuse), France : Le maire pro-CIGEO reçoit de la visite – 12 octobre 2018

Vendredi 12 octobre vers 22h00, le mur d'enceinte de la maison de Denis Stolf, le maire de Tréveray et aussi président du Clis (comité local d'information net de suivi de Bure) a été tagué.

Si sur la photo prise par l'Est Républicain on voit l'inscription « vendu », on remarque que l'autre tag « Mafi.. » n'a pas pu être terminé, et pour cause: un voisin vigilant, en bon citoyen zélé, a vu le

tagueur et l'a pris en chasse. Fort heureusement, notre justicier bénévole s'est fait semer par le vandale encapuchonné.

Le maire présume que c'est suite à la diffusion du reportage de FR3 vendredi soir, sur l'Assemblée générale du Clis, laquelle s'était déroulée la veille à Bure.

L'article du journal se termine en ces mots, on ne peut plus clairs: « Probablement le geste d'un opposant au projet Cigéo. En avril, lors de l'assemblée générale du Clis à Joinville les principaux responsables des associations opposées à Cigéo (Eodra, Cedra...) avaient quitté la salle après 25 minutes d'échanges. »



Luttes

[Briançon \(05\) : ouverture d'un nouveau lieu dans la vieille ville](#)

Un nouveau lieu a ouvert dans le cité Vauban, la vieille ville de Briançon. Il s'agit de l'ancienne maison du gouverneur de l'armée française, désormais squattée, qui vous invite à venir se rencontrer, discuter, échanger sur la thématique des frontières. Ce lieu souhaite remettre en question toutes les formes de frontières : physiques, policières, identitaires, sociales et souvent imaginaires.

Sont conviées toutes les personnes le souhaitant, se sentant concernées de près ou de loin, désireuses d'en savoir un peu plus, ou voulant partager des expériences. Pour ce lieu, les projets sont

multiples et peuvent encore largement évoluer. Il y a notamment la volonté d'ouvrir une salle informatique, alors que la MJC a du fermer la sienne suite à la suppression de ses subventions. L'une des idées principales de ce lieu est de créer un espace de rencontres. Ainsi, des discussions, des projections de films, des repas collectifs seront organisés de manière hebdomadaire.

Le lieu vient d'ouvrir. Tout soutien matériel et humain est le bienvenu. Pendaïson de crémaillère le week-end des 3 et 4 novembre. Accueil possible dès maintenant. Programme à venir...

Marseille, France : Sur la lutte contre l'aménagement de La Plaine – 11-25 octobre 2018

[Nous avons reçu un récit au sujet de la lutte contre l'aménagement de la Plaine, quartier de Marseille qui subit de plein fouet la politique de nettoyage social de la part de la municipalité, dans l'optique de rendre la ville toujours plus attractive pour les riches et le capital. Cette transformation urbaine va de pair avec le renforcement du contrôle et de la surveillance sur les indésirables.

Toutefois, nous tenons à critiquer certains discours portés dans cette lutte-là, qui ne rompt absolument pas avec la politique, en formulant une demande claire de participer aux instances décisionnelles, en bons citoyen.ne.s investi.e.s dans la vie de *leur* quartier. Et le fait de s'allier aux petits patrons, aux commerçants qui vont pâtir de cette transformation urbaine en est une des conséquences logiques.

Toutefois, nous avons eu vent de belles choses sur cette place, avec des actes qui rompent indéniablement avec la médiation et le citoyennisme. Des individus refusent la composition et s'impliquent dans la lutte contre ce projet d'aménagement en ayant à l'esprit que celui-ci est une partie de cette guerre aux pauvres et aux indésirables que les riches et l'Etat mènent sans interruption, en ville comme partout].

Récit de la première semaine à La Plaine

Jeudi dernier [11 octobre 2018], après le dernier marché de la Plaine tel qu'il a eu lieu pendant un paquet d'années, les travaux ont commencé dans ce quartier du centre ville de Marseille.

Il s'agit du quartier dans lequel j'habite et qui va subir une restructuration qui vise une gentrification. Une résistance est apparue. Une partie des forains du marché ont quitté la partie après avoir obtenu des miettes, et les travaux ont laissé place à une opposition autonome.

Historique

Jeudi 11, des blocs de béton ont été installés autour de l'énorme place principale du quartier sous escorte policière (CRS, BAC...) et de quelque vigiles (qui sont désormais sur place en permanence). Pas mal de gazage et quelques arrestations d'opposants qui se sont déplacés en nombre, dont une personne qui est partie aux Baumettes en attendant sa comparution immédiate de lundi et quelques procès à venir. Le soir, les blocs ont été virés par des opposants au projet.

Le lendemain, les blocs sont repositionnés et d'autres sont rajoutés. Encore des arrestations et du gazage.

Le samedi, une bonne manif' arpenté le centre-ville : **le local de la SOLEAM sur la Canebière, qui gère le chantier pour la ville, se fait enfoncer sa vitrine.** La manif' tente à nouveau de freiner les machines de chantier. Quelques échauffourées avec les keufs en fin de manif' sur la Plaine et encore des arrestations. **Le soir, la machine de chantier est sabotée.**

Le dimanche, de menues structures sont à nouveau reconstruites à la sauvage.

Lundi, des palissades sont apposées au dessus des blocs de béton avec une nouvelle machine et malgré la présence d'opposants. **Le soir, une bonne partie vole en éclat.**

Mardi, un gros paquet d'arbres sont tronçonnés tandis qu'une partie du reste des palissades sont attaquées et que des gens grimpent dans les arbres et sont délogés par le raid. Quelques blessés graves et des arrestations. **Le soir, après le départ des casqués, quelques centaines de personnes s'attaquent à la machine de chantier, à l'algéco des ouvriers, défoncent les palissades qui ont à nouveau été remises, et se payent un magnifique feu de joie d'une vingtaine de mètre de hauteur avec une bonne cinquantaine de palissades en bois.**

Le mercredi, les arbres coupés sont broyées le matin et l'entreprise retirent ses machines, ses gars, son algéco, ses palissades et se taillent avec les CRS sans finir le travail.

Aujourd'hui, jeudi, des ouvriers sont arrivés ce matin avec des gendarmes mobiles prêts à tirer d'autres choses que les simples grenades lacrymo ; le chantier va sans doute reprendre après cette mini "trêve" d'une demi journée.

Samedi, une nouvelle manif' est prévue.

Des assemblées se tiennent désormais quasi tout les jours. Perso, je n'y vais pas au vu de ses positions développées ces dernières années et ces derniers temps encore plus (avant les travaux, cette assemblée se réunissait tout les premiers lundi du mois)

– entre autre en faveur du petit patronat du quartier, notamment les centaines de forains qui gravitaient autour des quatre marchés hebdomadaires.

– mais aussi son positionnement en vue d'une gentrification alternative (un quartier propre et écolo, plus de services publics...).

Cette confusion politique n'est d'ailleurs que le reflet d'une partie de ce quartier dont le député est Mélenchon. Mais aussi le reflet d'une ambiance réformiste plus générale un peu partout aussi en dehors de Marseille.

[Reçu par mail, 18.10.2018]

Deuxième semaine de travaux sur La Plaine

Jeudi dernier, les ouvriers ont testé de nouvelles palissades à mettre au-dessus des blocs de béton. Le système n'étant pas au point, ils les ont levé d'eux-mêmes. Ils disquent aussi les grilles du parc, mais finalement ce n'est pas plus mal (le parc ressemblait à une prison). Le soir, un bloc de béton gênant particulièrement le passage au sein du parc a été bougé par un groupe de personnes et des palissades qui traînaient encore par terre sont attaquées.

Vendredi, les deux kiosques à journaux, fermés depuis des années, sont enlevés. Un des deux avait été réouvert il y a quelques mois après un carnaval ; il servait de point info, d'infokiosk et de point de rendez-vous pour diverses réunions et assemblées.

Samedi, la manif' rassemble entre 1500 et 2000 personnes. Elle se termine à la Plaine sans accrochage. Une structure venant de la ZAD (et oui, il fallait bien que cette idéologie à la mode s'invite) est ramenée et montée sur place l'après-midi par quelques centaines de personnes. **Le soir, tandis que plusieurs centaines de personnes restent sur la place, des blocs de béton sont attaqués à la barre à mine et au merlin, tandis que quatre caméras de surveillance sur six sont mises hors service et que les keufs présents sur place se reçoivent d'énormes pétards dans la gueule.** Deux personnes sont arrêtées (pendant qu'une autre est en préventive aux Baumettes depuis quelques jours en attendant son procès en novembre).

Le dimanche, des structures sauvages (jardinières, terrain de sport, wc...) pour aménager la place et freiner les machines de chantier sont construites.

Lundi matin des ouvriers tentent de travailler. N'étant pas accompagnés des casqués, et beaucoup d'opposants étant restés sur place, ils doivent rentrer chez eux sans pouvoir bosser. Le soir, encore des blocs de béton sont retirés du passage.

Mardi très tôt le matin, les CRS arrivent dès 3h45 et permettent à des ouvriers de casser toutes les structures sauvages, y compris celle de la ZAD. En milieu de matinée, le calme revient. Le soir ont lieu des concerts sauvages et une des quatre baraques/snack de l'intérieur de la place (dont deux étaient à l'abandon depuis des années) est réouverte. Cela permettra de compenser un peu la perte du kiosque à journaux squatté.

Mercredi, R.A.S.

Aujourd'hui, jeudi 25 octobre, ça s'annonce encore calme (mise à part la réception des supporters fascistes de la Lazio) et on apprend qu'en fait que le président de la SOLEAM, qui s'occupe du chantier pour la ville, attend une réponse de l'assemblée de la Plaine quant à une réunion commune. La réponse de celle-ci ne se fait pas attendre. C'est oui ! ; sous certaines conditions certes, mais quand même oui. Moralité ; foutons le oai sur la Plaine et l'assemblée pourra aller en rapport de force négocier sa gentrification alternative du quartier.

[Reçu par mail le 25.10.2018]

Entreprises et collabos : la plaine sera votre Vietnam !

A vos marques prêts, partez !!! Petite liste non exhaustive des entreprises qui collaborent à la gentrification et au réaménagement de la Plaine...

Sur la Plaine les travaux ont commencé. Et qui dit travaux dit « ouvriers ». Ce qui ne rime malheureusement plus avec « solidarité ». Oui, il va bien falloir s'y faire, nous vivons dans un monde où l'expression « conscience de classe » ressemble plus au nom d'une série netflix qu'à une pratique collective et où le « droit de retrait » est entré dans la mythologie ouvrière.

Pour lutter contre la depression et le fatalisme qui nous menace tous, il ne nous reste plus qu'à nous attaquer nous-même au portefeuille des patrons ! ça tombe bien car dans le lot des entreprises ayant gagné les attributions de marché du réaménagement de la Plaine, des patrons il y en a. Et pas n'importe lesquels puisque on y retrouve pas moins que les multinationales **VINCI et sa sous-filiale CEGELEC, GAGNERAUD CONSTRUCTION, KOMPAN SAS**, etc...

Pour l'heure, c'est l'une des grosse multinationales en ingénierie, génie civil et BTP français qui se charge de l'ouverture du bal des travaux sur la Plaine. Il s'agit de la **géante** pieuvre **NGE**, et de son réseau de filiales tentaculaire (**AGILS/GUINTOLI**).

Mais, qui dit multinationale dit aussi multitudes de sièges et batiments logistiques, nombreux sous-traitants dans plusieurs villes et sur tous les territoires... De quoi mener une campagne vraiment nationale, à la hauteur de leurs puissance et de nos espérances....

Aménageurs et entreprises préparez-vous on arrive... La plaine sera votre Vietnam !!!!

Travaux préparatoires / Voirie / Réseaux / Génie civil / Fontainerie

NGE GENIE CIVIL/GUINTOLI SAS, 710 Route de la Calade CS 90110, 13615, Venelles Cedex F

Adresse internet : <http://www.nge.fr>

EHTP SAS, 710 Route de la Calade CS 90110, 13615, Venelles Cedex F

Adresse internet : <http://www.ehtp.fr>

REHACANA, ZI des Iscles BP 6, 13834, Châteaurenard Cedex F

Adresse internet : <http://www.rehacana.fr>

Abattage et élagage des arbres

GROUPE CHAILAN 18 promenade du Cavaou 13380 Pan de Cuques

Cette entreprise d'élagage s'est déjà illustrée il y a quelques mois dans l'abattage des arbres de la pinède de Luminy. Par ailleurs, la co-gérante de l'entreprise est sur la liste d'opposition les Républicains de la ville de Plan de Cuques.

Revêtement des sols / Mobilier urbain

SOLS AZUR (Mandataire du groupement), ZAC du Carreau de la Mine, 13590, Meyreuil

Adresse internet : <http://www.sols.fr>

SOLS MEDITERRANEE, 4 Rue Gustave Berthaud, 30540, Milhaud,

Adresse internet : <http://www.sols.fr>

LES JARDINS DE PROVENCE, 16 Rue des Martyrs, 07250, Le Pouzin, Adresse internet :

<http://www.jdprovence.com>

URBA TP, Route des Vernèdes, 83480, Puget sur Argens

Adresse internet : <http://www.utpavage.com>

GIL TP, 9 Traverse Galilée, 13800, Istres

Adresse internet : <http://www.travaux-publics.net>

Eclairage / Bornes escamotables automatiques / Signalisation lumineuse tricolore /Electricité

CEGELEC Infras Sud-Est, 12 Boulevard Frédéric Sauvage, 13014, Marseille

Adresse internet : hxxp://www.manageo.fr

Vinci, quand tu nous tiens...Nous on ZADore !

Deck bois compris fondations / Gradins en pierre / Serrurerie en acier corten

GAGNERAUD Construction, 4 Avenue de Bruxelles, 13127, Vitrolles

Adresse internet : hxxp://www.gagneraud.fr

Cette multinationale a à son actif quelques actions sympathiques tel que la construction de batiments allant du HLM au Casino dans plusieurs villes de France (Havre, Evreux, Bagnolet, Mureaux...), la construction des tramway de Marseille et du Havre et l'extention du T3 à Paris, la construction d'une gendarmerie à Pontoise, de quelques stations d'épurations ou de ERDF un peu partout en FRance.

Aire de jeux

KOMPAN SAS, 363 Rue Marc Seguin, 77198, Dammarie les Ly

Adresse internet : hxxp://www.kompan.com

Leader mondial des aires de jeux et des salles de sport, cette multinationale américaine possède des infrastructures partout dans le monde.

Plantation / Arrosage

PAYSAGES MEDITERRANEENS S.A.S., 490 Chemin de la Thuillière campagne Gibetti, 13400, Aubagne

Adresse internet : hxxp://fr.kompass.com

Charpente métallique / Couverture et étanchéité / Bardage / Serrurerie / Menuiseries extérieures

SERRURERIE DE LA PARETTE, 346 Route d'Aubagne Quartier les Casiers CS 60090, 13830, Roquefort la Bédoule

Adresse internet : hxxp://www.m-habitat.fr

[Publié sur [Marseille Infos Autonomes](#), 17.10.2018]

Récit

Le temps des merguez est révolu. Un récit de la manif du

9 octobre

Un ressenti partagé ou non sur l'ambiance de la manifestation de mardi 9 octobre, de la part de certaines personnes présentes.

Pendant que des personnes se suicident sur leur lieu de travail, les représentant.es syndicaux.les se gavent de merguez.

Pendant que l'on ferme des écoles, que l'on supprime des postes dans les hôpitaux, des postes d'éducateurs et éducatrices, l'état recrute en masse dans les prisons, dans la police et l'armée.

Pendant que des humains meurent aux portes de l'Europe, en méditerranée ou dans les Alpes et qu'on laisse parader des fascistes aux frontières, l'Etat et sa police arrêtent et matraquent des migrant-e-s, détruisent les squats qui accueillent ces réfugié-e-s, et poursuivent ou arrêtent les militant-e-s qui leur viennent en aide.

Pendant que les gens voient leurs retraites baisser, les mutuelles qui remboursent moins, les aides au logement pour les étudiant-e-s diminuer, ils voient les impôts augmenter, les frais d'inscription aux études toujours plus chers et les assurances et mutuelles augmenter encore et toujours.

Toutes ces raisons et d'autres encore poussent une jeunesse à essayer de se révolter et des travailleurs et travailleuses à avoir la rage. Mais cette rage et cette révolte sont contrôlées.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire ce ne sont pas seulement les gouvernements ni leurs bras armés qui les contrôlent mais également les organisations syndicales. En agissant en bon soldat des partis politiques, de la police et de l'État, ces organisations sont les tampons de sécurité pour nos oppresseurs face aux opprimé-e-s.

Sommes-nous encore tous et toutes de trop gros privilégié-e-s, pour ne pas oser se révolter ?

Les mots révolution, révolte, rage criés dans les micros des syndicats et dans les sonos de groupes politiques ont perdu tout leur sens et ne font qu'alimenter un folklore de manif merguez ricard. Les personnes qui ont la rage n'ont plus envie de perdre une journée de salaire pour assister à ça et obtenir si peu. Et comment oser parler de révolution quand personne ne lève le petit doigt alors que la police interpelle et contrôle au faciès des gens à l'intérieur même du cortège ?

Devons-nous encore avoir confiance en ces dirigeant.es politiques et syndicaux quand on les entend s'alarmer sur des vitres de banques et d'assurances cassées alors qu'ils n'osent même pas déposer des parcours de manifestation autres que ceux imposés par la préfecture ? Quand ils n'osent pas virer les flics de l'intérieur des cortèges ? Quand ils n'osent pas déposer de grève générale reconductible ? Quand ils préfèrent envoyer leurs services d'ordre sous les ordres de la police tabasser des étudiant-e-s ou encore quand ils négocient avec les renseignements de la préfecture et qu'ils débattent encore avec un État qui a toujours imposé ce qu'il voulait quand le débat n'allait pas dans son sens (49.3) ?

Voulons-nous encore dans 30 ans bouffer les merguez des syndicats en rêvant au fameux grand jour où la masse sera dans la rue ? Si nous continuons de lutter ainsi, il est vrai que nous allons sûrement tout perdre, il y aura moins de privilégié-e-s et les gens se réveilleront en masse, peut-être, mais trop

tard car ce jour-là nous n'aurons surement plus le droit de manifester et les merguez de la cegette auront un gout amer.

Un récit de la manifestation du 13 octobre contre TESO

Samedi 13 octobre était organisée une manifestation contre le projet (TESO) Toulouse Euro Sud Ouest. Rendez-vous donné à 15h place Schumann, au milieu de la rue Bayard. Dix mètres en avant, puis dix mètres en arrière. La manif n'aura jamais quitté la rue Bayard. Récit et bilan subjectif de cette après-midi.

Ni Tour d'Occitanie, ni tour du quartier.

Une compagnie de Gendarmes Mobiles, la Nationale dans les rues alentours, la BAC et les voltigeurs qui zonent autour de la gare...le message était clair : on ne manifeste pas dans ces rues. Malgré l'intimidant dispositif policiers, une grosse centaine (200 ? 300 ?) de personnes -plus ou moins masqué.e.s, plus ou moins coloré.e.s- se retrouvent [à l'heure dite](#).

Le Lidl récemment refait à neuf a sorti quelques gros bras supplémentaires pour garder l'entrée. La détestable nouvelle poissonnerie à la mode pour cadres friqués et pressés a fermé son rideau, les patrons et employés zieutent la manifestation en souriant.



Bye, bye, Bayard

30 décembre 2015

Quelques prises de paroles ont lieu, puis des consignes sont données pour éviter les ennuis. Après un long moment d'hésitation, ça s'élance pour remonter la rue Bayard vers la gare. Là on se dit que les GM vont peut être s'écarter, que cette masse bleue est là uniquement pour intimider et intervenir si l'on venait à s'exprimer sur des vitrines ou les machines du chantier. Pure naïveté. Ils ne bougent pas. Alors on chante (merci à la chorale !) et on gueule des slogans derrière nos jolies banderoles. Puis on tente le demi-tour, pour voir si la flicaille côté place Belfort a eu consigne de nous laisser passer. Évidemment on n'a même pas envie d'essayer de redescendre la rue pour aller vers le centre-ville. Bon, place Belfort ça ne passe pas non plus...et puis si l'on s'avance trop, peut être qu'une nasse nous attend. C'est le retour place Schumann. C'est toujours joyeux, malgré la frustration de rester là.

Les flics n'ont pas bougé d'un centimètre, et nous si peu. Ça change de [la manif de l'an dernier](#), où les hendeks étaient aussi en nombre, mais complètement passifs.

Sur la place, chacun.e vaquent à ses occupations. On chante, on se change, on achète des bières au

Lidl, on colle quelques affiches, on gamberge en pensant à la sortie. Pendant ce temps des flics sont au coin de la place et film obstinément le cortège. Lentement, par petit groupe on se disperse. Là, à chaque barrage il faut montrer le contenu de son sac. Des affiches sont confisqué.e.s, certaines personnes ont leur identité relevée. Finalement sortir n'était pas trop périlleux.

Déjà vu.

Il faut se l'avouer, en dehors des cortèges syndicaux remplanplants, il devient presque impossible de manifester à Toulouse. Le même jour que la manifestation contre TESO, la très gentille marche pour le climat (#ilestencoretemps) prévue au métro Capitole se fait refouler à la Prairie des filters « pour des raisons de sécurité ». Moudenc vient y fanfaronner. Puis une farandole s'élanche sur le pont Neuf avant d'être stoppée. [Les CRS empêche d'aller plus loin.](#)

Toujours le même 13 octobre, une manifestation (déclarée) de soutien au Peuple Kurde était prévue à Jeanne d'Arc. Elle est annulée par la préfecture, pour cause de manifestation contre TESO. Pas assez de flics pour surveiller le cortège ? Le lendemain la manifestation a lieu, les flics qui l'encadraient se comptaient sur les doigts d'une main...

Récemment, fin septembre, la préfecture cantonnait la manifestation pour le droit à l'IVG à Saint Cyprien. Pourtant la manifestation était là aussi déclarée, le mot d'ordre était consensuelle. [Lorsque le cortège tente de franchir le barrage](#) sur le pont Saint Pierre, c'est gazeuse familiale pour tout le monde.

Et maintenant ?

C'était à craindre, ça se sentait venir de plus en plus depuis 2015 et l'instauration de l'état d'urgence. Pouvoir manifester est devenu un privilège. La norme c'est interdiction/nasse/répression. Toulouse avec ses centaines de caméras, sa métropolisation à marche forcée et l'expérience des flics suite aux manifestations de l'automne 2014 est évidemment un modèle à ce niveau. Bien évidemment il y a eu quelques réussites depuis, y compris au printemps dernier. Mais aussi pas mal de copaines passé.e.s en GAV ou en procès, voire qui ne viennent plus en manif.

Il est désormais nécessaires de (re ?)trouver des moyens de ne pas être piégé.e.s systématiquement dans des nasses plus ou moins resserrées, plus ou moins agressives. La solution la plus simple serait de ne plus aller en manif. Ou peut être de ne plus aller dans le centre-ville ? Mais est-ce que nous voulons vraiment nous y résoudre ? En attendant il reste d'autres manières d'agir dans l'espace publique afin de, ça et là, porter quelques coups à la machine.



Urbis et orbi

14 octobre

Des affiches contre l'urbanisme placée dans les panneaux JC Decaux :





Des messages laissés sur les murs de la ville ce week-end :

Ce récit est assez personnel. Peut être que tout le monde ne s'y retrouvera pas. Alors n'hésitez pas à commenter ou à écrire un autre article. Et aussi j'aimerais bien avoir une copie des chansons de la manif.

ZAD, vérité, véracité, véridicité...



hinhin

Cet été jme dis " allez sacrebleu cette fois j'y vais !" et je suis arrivé a la ZAD.

je dis bonjour et explore. Mes pègrinations bocagières m'amènent rapidement a constater que la chape de plomp, la tension et l'atmosphère pesante ne sont ici pas uniquement dues a la catastrophe climatique en cours.

mes tentatives de socialisation se heurtent a diverses résistances, certaines parfaitement saines et légitimes , d'autres bien plus retorses et insidieuses. Ici certaines questions dérangent. On se croirait a Levallois a la veille d'un appel d'offre.

"Toi le touriste tu va finir dans un coffre du CMDO"

balance tout, il le faut bien a un moment, que les gens aillent la bas en sachant ou ils mettent les pieds

4 factions, au minimum, se partagent la zad, dans une ambiance de franche inimitié.

Une retient particulièrement l'attention: le CMDO, pour Comité de Maintien Des Occupations.

Cette équipe de petits malins a su jouer un coup brillant en se positionnant comme parasite de la lutte menée par les paysans et les nombreux libertaires venus défendre la Zone contre la troupe de l'opération César.

Une bande de petits bourgeois parisiens , au patrimoine conséquent et relations nombreuses, venus jouer au blackblocs parce que virés de prépa, qui ont su manoeuvrer pour , le temps venu, à l'abandon du projet, l'état leur concède le foncier, en échange de la Normalisation de la zone, et de l'éviction par la ruse comme par la force de tous les punkz, schlagz, trainardz, zonardz, géniez, marginoz, artistz, piratz, fées, démonz, prophètes, réfugiéz, migrantz, aventurierz, barricadierz, pouetz, falsafiz, ingouvernablz, et anarchistes qui hantent encore le bocage.

Cette petite cabballe de paltoqu-ets-ettes se fait aussi des gonades en platines en gérant le narcotraffic sur la zone. Les violences inévitables inhérentes a cette activité ont déjà produites au

moins 5 victimes civiles, retrouvées larguées devant l'hôpital de Nantes polytraumatisées, la dernière il y a quelques semaines.

Les mêmes qui persécutent les racisés-ees, réfugiés-ees, militant-es...

" il faut partir maintenant, la lutte est finie on a gagné alors partez, nous on veut bosser/ on ne veut plus que des gens de l'extérieur viennent/ on est chez nous(sic)/ la zad tu l'aime ou tu la quittes/ les agents on s'en fout, c'est pas la que se prennent les décisions importantes/ l'anarchisme ça marche pas, on a les preuves à la zad/ toi on va te coffrer/ on s'en fout de ton avis c'est pas un touriste qui va nous dire ce qu'on peut faire/ si tu te barre pas ce soir ils vont te coffrer ils m'ont dit"

Ce sont les Porcs d'ANIMAL FARM, ils tiennent la propagande, ils ont les juristes et les machines, détournent le travail des sympathisants qui passent pour leur projets, l'argent des donations, le matériel, et bientôt la Terre.

La ZAD? Une opération de promotion immobilière, la spoliation d'une lutte mondiale au profit d'une petite trentaine d'enfoiré-e-s, mapoulat-eurs-rices, ment-eurs-euses, violent-s-es, immatures, colériques, ignorants-es, avares, vénaux-les, toxiques et de surcroît fort mal élevés.

Des bourgeois en somme, mais en Loire Atlantique.

En un mot comme en cent, voilà l'actualité des faits sur la zone, incontestable sauf à débiter des faits alternatifs.

Reste les paysans, qui suivent en majorité le mouvement, pressés que le business reprenne, dans un marigot de lutte d'influence entre la Confédération paysanne, COPAIN44 et la FNSEA qui rode en embuscade tout autour.

MAIS

Parfois à l'est, un buisson tressaille. Probablement un triton barricadier, espèce endémique parthenogénétique. Certains disent qu'au cœur de la nuit, on peut en tendant l'oreille y discerner choir le vieux spectre aragonais et catalans.

Negras tormentas agitan los aires.

Ne vous y trompez pas, la zad est le plus bel endroit du monde, et les autres gens sont super cools, mais un sursaut anarchiste est requis si nous ne voulons que cette bataille ne se solde en retraite honteuse à la lisière d'une victoire éclatante.

que creve le cmdo

Déferlons

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Dormir aux gazs : Retour et notes sur le Grand Banquet contre les élections



Soumission anonyme à MTL Contre-info

À la fin de la soirée électorale, des douzaines de drapeaux noirs ont défilé dans les rues au sud du parc Lafontaine. Ils sont restés là, éparpillés sur la chaussée, après notre court passage, après que l'anti-émeute nous ait dispersé.es, brisant notre unité à coups de gazs lacrymogènes. Un peu partout, ils témoignaient d'une promenade qui nous a laissé avec un sentiment d'amertume.

La manif a commencé vers 22h. La lumière rose d'un fumigène a marqué le début de ce qui allait être une démonstration de force brève, mais furieuse. Des feux d'artifice se sont mis à exploser, s'éteignant parmi les arbres du parc. Les flics nous surveillaient déjà depuis des heures, se cachant parfois derrière leurs voitures banalisées, mais surtout en nous observant de loin, comme s'ils essayaient de détecter la transgression, l'infraction ou le crime qui servirait de prétexte à l'utilisation des armes chimiques qu'ils étaient déjà entrain de préparer.

Alors que nous descendions vers le sud, une femme qui quittait l'Hôpital Notre-Dame a trébuché et est tombée. Presque immédiatement, une douzaine de camarades se sont arrêté.es pour lui offrir un coup de main. Illes ne savaient pas comment l'aider, sachant très bien qu'une ligne de flics était en train de les charger de derrière. Une fraction de seconde de présence malaisante, puis rien. Les capsules de lacrymo brûlantes remplissaient la rue Plessis et le stationnement de l'hôpital. Certain.es d'entre nous ont couru direction sud-est, coupant à travers ce stationnement, comme pour éviter la colère de Dieu. C'était trop tard. Nos roches avaient déjà atteint leur cible. Leurs précieuses voiture de patrouille étaient cabossées et leur virilisme agressif irrémédiablement déclenché. D'autres ont continué sur Plessis, ont fracassé la vitrine d'une caisse Desjadins, et une

poignée de camarades se sont retrouvés devant la soirée électorale du PQ à l'Usine C, où illes ont livré quelques doigts d'honneur aux bourgeois assemblés, avant de devoir filer à travers les ruelles, les parcs et les allées, suivis par des charges policières de plus en plus affirmées.

Les marques de destruction et les drapeaux que nous avons dû laisser derrière nous après seulement quelques minutes font office de signature : votre monde sera détruit. Nos cabossures, nos tissus noirs déployés dans votre ville calme comme la mort portent un monde diamétralement opposé au vôtre— un monde qui attend impatiemment le moment de son déclenchement révolutionnaire, un monde qu'aucun flic d'anti-émeute, qu'aucune arme chimique ne pourra contenir. Un monde qui sera insulté par l'idée même d'avoir à élire des dirigeants.

Un monde dans lequel les élu.es seront remplacés par des tâches temporaires, révocables et ouvertes à tou.te.s. Un monde dans lequel nous répugnerons à abandonner notre pouvoir décisionnel aux mains de riches 'socialistes', de bourgeois-vedettes des classes dominantes qui adorent voir leurs visages sur des affiches à chaque coin de rue. Un monde dans lequel nous voudrions plutôt préserver notre puissance d'agir collectivement contre ceux et celles qui, sous le couvert du progrès et du développement — toujours le progrès et le développement — sont ô-combien prêts à agir «au nom du peuple» pour nous priver de ce qui est nôtre. Ces riches élites, ceux qui se retrouvent sur toutes les affiches, passeront les quatre prochaines années à s'abreuver à même le sein du Capital assoiffé de sang, alors que nous nous ferons tranquillement gazer par les flics.

Dès maintenant et pour les 4 prochaines années, le gouvernement caquiste va continuer à accentuer les tensions raciales, à travers des politiques s'attaquant aux migrant.e.s et aux personnes racisées. En l'absence de mécanismes de redevabilité pour les élu.es, nous allons devoir mettre en application des tactiques qui ont d'ores et déjà fait leurs preuves dans nos communautés et en inventer des nouvelles — en prenant acte de la surveillance de plus en plus présente, mais pas toute puissante. Les violents mécanismes bureaucratiques par lesquels l'État renforce son caractère et ses politiques suprématistes devront être bloqués, contrecarrés, ou tout simplement détruits.

Clavière, France : Sur l'expulsion du squat « Chez Jesus » – La répression continue

FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE

Expulsion de l'église occupée à Clavière ce mercredi 10 octobre, l'Etat et l'Eglise continuent de travailler ensemble à leur politique xénophobe et anti-solidaire.

Ils ont expulsé Chez Jesus. 14 camionnettes, plusieurs voitures de police et carabinieri, l'éternel troupeau bien fourni de digossini tout fiers. Ils sont arrivés à 7h40 le mercredi matin [10.10.2018]. Ils ont défoncé la porte avec un bélier et un marteau, et ils sont entrés.

Le prêtre qui nous a dénoncé, Don Angelo Bettoni, ne s'est pas montré. Le maire si, en revanche. Il était avec la police en train d'inspecter les locaux pendant qu'ils jetaient dehors les vêtements, les tables, les couvertures, les matelas restants. Pendant qu'une pelleteuse

arrivait pour tout débarasser, ils mettaient des grilles aux fenêtres. Mais la position du maire était connue, depuis le début il appelait à l'expulsion, parce que Chez Jesus « menaçait les activités économiques du pays et faisait augmenter le flux de migrants (en le rendant plus visible) étant donné qu'il donnait de la nourriture et un endroit pour dormir. »

Ils ont tout de suite séparé, comme de juste d'après leur catégories, ceux qu'ils considéraient « migrants » et ceux qu'ils considéraient « anarchistes », « No Border », ou comme ils veulent. Les premiers ont été emmenés, pour un « contrôle d'identité », probablement à la procure de Bardonnèche. Il paraît que deux d'entre eux ont été relâchés parce qu'ils étaient « en demande d'asile ». Le troisième, en revanche, a reçu un avis d'expulsion. Les autres ont tous été bloqués pendant des heures par les cordons policiers et ont été inculpés.

Ils nous ont expulsés parce que, comme cela avait été approuvé à l'unanimité par le Conseil de la Ville Métropolitaine de Turin le 5 octobre, il faut « rendre à la vraie politique » (cit. Monica Canalis, conseillère PD, direction marketing Intesa SanPaolo). Ce qui signifie, comme explicité par le nouveau décret sécurité-immigration de Salvini, le contrôle et la gestion totale de ceux qui arrivent en Italie sans les « bons » papiers. Cela signifie rendre « illégales » des milliers de personnes grâce à l'élimination de la Protection Humanitaire. Cela annonce plus de rafles, de centres de rétentions et de déportations. Ils veulent de nouveaux esclaves, disposés à travailler pour un rien, sous la menace constante des papiers ou du centre de rétention. Et que s'ils réussissent à se rebeller ils seront bloqués ou bien leur demande d'asile sera révoquée, étant donné qu'à présent la participation seule à une manifestation suffit à être catégorisé « sujet dangereux ».

Chez Jesus s'est toujours opposé à toutes les formes de sélection et de contrôle. Dans ce refuge, personne ne demandait ses papiers à personne, personne ne gérait, personne ne contrôlait. C'était un lieu pour s'organiser ensemble contre les frontières, pour ceux qui veulent les traverser et ceux qui veulent les détruire, de façon libre et autogérée, afin que chacun puisse choisir où et comment vivre, sans qu'une frontière ne brise la vie et les choix. A l'extérieur du business de l'accueil et de l'expulsion, loin du business des passeurs.

L'évêque de Susa, A. B. Confalonieri, a exprimé sa satisfaction par rapport à l'opération d'expulsion menée par les forces de police. C'est un prêtre qui nous a dénoncés. C'est avec l'Eglise que la Préfecture a préparé l'expulsion, en sauvant sa face avec l'ouverture du lieu à Oulx. Et comme le rappelle ce même Evêque, « l'église valsusine a collaboré avec d'autres structures pour ouvrir le nouveau centre d'accueil à Oulx, plus adapté aux exigences des étrangers ». C'est à dire : un lieu ouvert de huit heures du soir à huit heures du matin à 15 kilomètres de cette frontière que ceux qui veulent aller en France essaient de traverser et où les personnes sont refoulées.

L'Eglise possède 20% du patrimoine immobilier présent en Italie, pour une valeur de plusieurs milliers de milliards d'euros. Un empire de briques, en pratique. Une multinationale immobilière, pleines de structures et d'argent. Qui d'un côté fait sa propagande à coup de rhétorique « de l'accueil », de l'autre qui expulse un local ayant donné refuge à des milliers de personnes pendant ces 7 mois sous la bénédiction de l'église, et qui s'implique sans la gestion et dans le contrôle des migrants.

C'est aussi pour ça qu'ils ont expulsé Chez Jesus. Question d'argent, en plus de politique. Et ils sont tous contents. L'Etat français et ses gardes, qui réussissent à mieux garder le contrôle du

flux de personnes dirigé vers la France. L'Etat italien, qui n'aime ni les lieux ni les espaces autogerés, fait respecter sa loi et « rend à la propriété régulière » les locaux appartenant à l'église. L'Eglise, propriétaire des locaux; ses coopératives qui se feront de l'argent sur la gestion du lieu ouvert à Oulx. Les activités commerciales de Clavière, qui espèrent voir ainsi disparaître les migrants de passage dirigés en France qui détruisent le tourisme.

Le ferrailleur de Graverè, qui s'est fait des sous en mettant les grilles aux fenêtres. L'entreprise qui a expulsé physiquement le lieu et tout jeté à la décharge.

ChacunEs a ses responsabilités. Nous ne l'oublierons pas.

Nous invitons toutes et tous à des actions diffuses. Contre les frontières et leur dispositif. Nous rappelons par ailleurs que l'Eglise a tout de même un rôle de premier plan dans notre expulsion.

Email de contact: info_AT_passamontagna.info

[Publié sur indymedia nantes (avec correction rapide), 14.10.2018]

Réflexions

La seule administration possible

La seule administration possible

La question des villes

Vetriolo n°1 / automne 2017

Il paraît qu'on débat beaucoup, ces temps-ci, sur la question des villes, des espaces urbains, des possibilités de révolte (et même de vie) en leur sein, de la possibilité de leur réforme. Beaucoup de discussions qui se focalisent souvent sur des thématiques qui touchent aux luttes menées par de nombreux opposants, alternatifs, souvent réformistes, parfois même par les ennemis de tout ordre et de toute autorité ; parmi ces thématiques il y a celle de la *gentrification*, un mot qui n'est désormais plus inconnu et sur lequel nous voudrions réfléchir un peu.

À propos de la question des villes, nous avons une idée bien arrêtée : les villes doivent être détruites. Nous pensons que le développement de la civilisation et la formation des sociétés autoritaires naissent justement à travers la vie en commun dans des zones urbaines. Avec la concentration d'êtres humains dans des agglomérations citadines, on perfectionne et on rend systématique l'oppression de l'espèce humaine sur la nature et des humains sur les autres espèces animales. Ces tendances, à vrai dire antérieures à la naissance des villes, font un pas en avant qualitatif avec l'essor des civilisations urbaines : cela renforce l'exploitation d'une partie des humains sur l'autre partie.

La ville, en tant que concentration d'êtres humains, a en effet deux conséquences immédiates et

inévitables : la première est la division du travail, la naissance donc de l'oppression de classe, la deuxième est la nécessité d'administrer une société urbaine complexe : la naissance et la formation, donc, de l'État. Par conséquent, l'exploitation (du moins celle de l'homme sur l'homme) et l'État seraient impossibles sans les villes. À l'inverse, dans les villes toute forme de vie en commun libérée par la domination de l'État et du Capital est impossible. Cela est d'autant plus évident si on observe le développement capitaliste des lieux urbains. La ville est le berceau du capitalisme : même avant le capitalisme industriel, c'est là que sont nés les marchands, l'usure et les banques. La langue italienne en conserve la mémoire : la « *borghesia* » [bourgeoisie] est, littéralement, la population du « *borgo* » [bourg]. L'analyse du langage nous suggère donc elle aussi qu'un bourg, une ville, sans bourgeoisie serait inconcevable.

Mais cette conviction ne se base pas seulement sur un jeu de mots. Dans un premier temps, le développement industriel maintenait à l'intérieur des villes, qui devenaient entre-temps des métropoles, la production manufacturière. Les productions agricoles avaient déjà été reléguées en dehors, mais les usines étaient dans la ville, ou, vice-versa, les villes poussaient autour des usines. Comme dans un classique à la Dickens. Cela a eu une influence sur les idéologies et les théories de libération que les opprimés se sont donnés vers la moitié du XIX^e siècle. Surtout dans le cas du marxisme que de l'anarchisme, pour être exact.

Aujourd'hui nous vivons dans une phase complètement différente. Le capitalisme a expulsé aussi la production industrielle des villes. En Italie, on a des villes comme Cassino (30.000 habitants) qui a plus d'ouvriers que Rome (3 millions d'habitants). Même si on voulait jouer les défenseurs de l'industrie (ce que nous ne sommes pas du tout), les villes, surtout les métropoles, paraissent de plus en plus comme des organismes parasites, comme des tumeurs qui bouffent et consomment ce qui est produit ailleurs. L'énergie électrique, l'acier sur lequel roulent les transports en commun, les voitures, pour ne pas parler de la nourriture, sont tous produits en dehors d'elles.

Cela rend objectivement impossible une révolution urbaine : une fabuleuse ville insurgée mourrait de faim et de froid après quelques semaines, incapable (et c'est impossible) de gérer sa complexité d'une façon différente de celle de l'État. Ainsi se meurt l'utopie socialiste de l'expropriation des villes de la part de la classe ouvrière ou d'un quelconque sous-prolétariat urbain. Ainsi nous sommes surpris par la tentative, menée aussi par de nombreux compagnons et compagnes sincèrement révolutionnaires, de remplacer cette utopie socialiste par une utopie libertaire de vie citadine. Ce qui est théorisé, construit, appliqué par l'autorité ne peut en aucun cas être pris comme exemple, être utilisé de manière différente de ce pour lequel il a été conçu.

Il ne peut y avoir pour des anarchistes de possibilité de gestion « alternative », pas même intermédiaire. Le développement capitaliste nous met face à l'impossibilité objective de la réforme et à l'impossibilité d'une projectualité autogestionnaire des villes.

La seule administration possible est celle menée par l'État, qui concentre de plus en plus dans les grands complexes urbains le cerveau informatif, les bureaux, les casernes, les symboles, les institutions, le cœur logistique et administratif. Les villes, et donc aussi les métropoles, sont de par leur « nature » la théorie appliquée du pouvoir constitué. Elles sont la phénoménologie même du capitalisme. Il suffit de penser qu'en France, par exemple, la Gendarmerie participe à l'élaboration des plans d'urbanisme, indiquant comment les villes doivent être construites, à l'aune des exigences de contrôle.

À cet aspect pour ainsi dire « de masse » et économique, il faut en rajouter un autre, individuel. L'envahissement technologique et la vie toujours plus robotique et virtuelle à laquelle sont contraints les habitants des villes (dont la plupart ne soulève aucune opposition qui ne soit pas réformiste) est en train de produire des individus toujours plus aliénés et semblables à ces machines dont on s'entoure de plus en plus. Une aliénation actuelle qualitativement différente de celle de la première période du capitalisme. Auparavant on était aliéné parce qu'exploité ; le fait d'être exploité pouvait cependant fournir au moins la conscience de vouloir rompre son état d'exploitation, de vouloir se libérer de son aliénation.

Aujourd'hui les exploités « classiques », ceux qui « produisent les choses » ne vivent pas dans les métropoles occidentales. Les habitants des grands complexes urbains sont aliénés par l'inutilité, l'ennui et la misère de leur vie citadine.

Voilà pour ce qui est du développement capitaliste des villes. Des nombreux opposants et alternatifs (parfois même anarchistes) ont commencé à mener des luttes contre la modification des aménagements et des formes de l'espace urbain, des luttes contre la *gentrification*. Une thématique qui nous laisse d'emblée assez sceptiques et qui, à notre avis, ne fait rien d'autre qu'être un sujet intellectuel au sein du milieu alternatif, puisqu'il semble qu'on n'y propose pas la destruction des villes, mais qu'on se limite à l'étude et à la résistance à ses transformations.

Le fait de dire que cette thématique ne nous intéresse pas peut paraître superficiel, une volonté défaitiste de ne rien faire. L'étude des modifications des villes – tel un cancer, tel un organisme vivant – est sûrement très importante pour ceux qui pensent qu'il faut les combattre. Parmi ces choses à étudier il y a indubitablement aussi l'analyse de la *gentrification*, puisque les villes ne se développent et ne changent pas au hasard.

C'est justement pour cela que la *gentrification* est un instrument de cette transformation, un instrument du pouvoir étatique qui ne peut pas être réformé, tout au plus il se réforme par lui-même. Avec la volonté de ne s'opposer qu'aux modifications des villes il y a le risque de vouloir conserver et maintenir des portions de celles-ci comme elles sont, avec certaines de leurs caractéristiques sociales et économiques. Un autre risque à éviter est celui de parler seulement de *gentrification*, oubliant la *lutte pour la destruction des villes*, ce qui entraînerait le mouvement anarchiste sur des positions citoyennistes (quelque chose qui malheureusement est déjà en partie en train d'arriver), de défense face aux attaques de la domination qui expulse, détruit, reconstruit, contrôle... et nous ne passons jamais à la contre-attaque.

D'autre part, si on regarde les épisodes plus récents de révolte urbaine plus ou moins généralisée, on ne peut certainement pas être surpris si, en plus des symboles de la domination (banques, agences d'intérim, etc.) et de ses sbires (police, gendarmerie), ce qui est régulièrement attaqué et détruit ce sont les transports en commun, les abribus, les parterres, les sucettes publicitaires, les voitures, les feux tricolores et tout ce qui est le cadre quotidien de nos vies exploitées et aliénées. N'en déplaise à ceux qui, parmi les alternatifs, se lamentent de quelques boutiques ou voitures en flamme.

Nous choisissons le chemin, certainement pas le plus simple, de la destruction totale de toute forme et structure de la domination existante, dans une perspective et une pratique révolutionnaire et anti-autoritaire. Nous ne ferons pas de plans immobiliers alternatifs, pour le démantèlement programmé de ce bâtiment-ci plutôt que de celui-là, telle une entreprise de démolition, mais anarchiste. On

créerait ainsi un autre spectacle, opposé à celui de nombreux alternatifs qui luttent contre la *gentrification*. Nous ne croyons pas en la dé-construction, nous croyons en la destruction.

Répression

Assassinat en cours à la prison de Perpignan

Le pouvoir promet aujourd'hui d'incarcérer toujours davantage, en témoignent les constructions de lieux d'enfermement prévues partout sur le territoire. Parallèlement des équipes de matons s'autonomisent de plus en plus pour mener leurs propres assassinats couverts par l'ombre des prisons, comme à Seysses il y a quelques mois, en tuant Jawad au mitard. Bien sûr les réponses existent et ils les craignent, en témoigne la répression de tous les derniers mouvements collectifs de prisonniers.

A la CAJ nous voulons bien évidemment en finir avec tous les lieux d'enfermement et donc avec le système capitaliste qui en a besoin. Il nous semble des plus importants aujourd'hui que la solidarité en acte existe des deux côtés des murs, car le silence quotidien à propos de tout cela laisse le champ libre aux matons. A Seysses les prisonniers appelaient notamment à la dissolution de ce groupe de matons qui déguise des suicides au mitard, appelé par tout le monde « l'escadron de la mort ».

Dans cette optique nous relayons aujourd'hui ce texte qui parle d'un cas d'acharnement particulier. Tout ce qui est décrit ici n'a certes rien d'exceptionnel dans les prisons. Mais ce texte nous rappelle simplement la barbarie que les forces de répression se permettent, du comico à la géôle en passant par le tribunal. A nous de leur faire comprendre qu'il y a du monde derrière.

La CAJ



Parce que cela fait maintenant plus d'un an que Skhander est en détention provisoire subissant pressions policières, acharnement de l'administration pénitentiaire et traitements infamants.

Parce que l'isolement et le silence sur cette affaire laissent toute latitude à la police et à la justice de faire leur sale travail répressif habituel, en l'occurrence sans même s'embarrasser du vernis légal.

Parce que police et justice frappent d'autant plus fort qu'ils sont potentiellement mis en cause.

Parce que l'isolement et l'enfermement sont leurs armes pour briser.

Parce que l'information diffusée est toujours celle des flics, matons et magistrats.

Cette histoire, comme celles qui remplissent les prisons de par le monde, se doit d'être entendue et racontée, que circule une autre version que la version policière.

Le 28 avril 2017, près de Perpignan, suite à un refus d'obtempérer lors d'un contrôle routier classique, la police prend en chasse un véhicule. Une « course poursuite » s'initie.

Dans une impasse dans laquelle poursuivants et poursuivi se sont engagés, un policier tombe de sa moto. La voiture, conduite par Skandher, est immobilisée dans la même impasse.

Skandher sort de la voiture. Le policier à terre sort son arme et le met immédiatement en joue.

Skandher s'enfuit ; le policier tire. Il est atteint par trois balles : une dans la fesse, une dans la jambe qui ne pourra pas être extraite car trop proche de l'artère et une lui perfore l'intestin (ce qui le contraint depuis à vivre avec une poche intestinale).

Il parvient tout de même à s'enfuir mais il est retrouvé quelques heures plus tard dans le coma.

Il est immédiatement placé en détention provisoire pour une prétendue « tentative d'assassinat avec arme », l'arme étant la voiture.

Il est envoyé à l'hôpital carcéral de Toulouse (UHSA). Il y passera environ un mois à l'UHSA où il commence à subir des mauvais traitements et pressions policières. Il est notamment interrogé dès son réveil, encore sous morphine.

Il est par la suite transféré à la prison de Perpignan où il ne reçoit ni traitement ni soin approprié à son « état ». Il doit changer seul sa poche intestinale, avec des risques de complications engageant à chaque fois son pronostic vital. A cela s'ajoutent les diverses humiliations propres à la vie carcérale mais décuplées par sa situation médicale.

Au cours de son incarcération il est envoyé à plusieurs reprises au mitard où les mauvais traitements se sont encore évidemment intensifiés. Lors d'un de ces passages, il sera par exemple privé de poche de rechange pendant 5 jours, poche qu'il est censé changer quotidiennement. Depuis le début de son enfermement, Skandher a perdu plus de 17 kilos, et a souffert de nombreuses infections et intoxications alimentaires. Son état de santé s'aggrave de jour en jour.

Étant donnée la bienveillance de l'administration pénitentiaire à son égard, Skhander refuse de se faire achever dans un hôpital carcéral et demande à être soigné dans l'hôpital de son choix.

Rompons l'isolement, en publiant sa version, en lui écrivant massivement, en organisant son soutien.

Solidarité avec Skandher et tous les prisonniers.

DES PROCHES ET AMIS




Pour lui écrire :

Skandher CHAABANE. Numéro d'écrou : 41359

Centre pénitentiaire de perpignan.

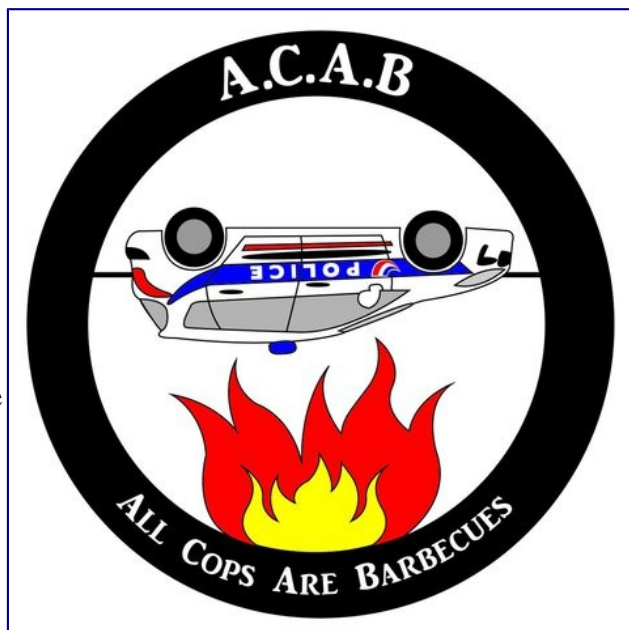
Pour nous écrire : solidarite2sc@riseup.net

[\[Keufmobile en feu\] Un an après le procès, des nouvelles du dernier prisonnier](#)

   publié le jeudi 18 octobre 2018 à 12:53 | . |

ACAB

Sa demande de [libération conditionnelle](#), après avoir traîné plus de neuf mois, lui a été refusée au motif de son silence sur les faits. Peut-être ne désire-t-il pas



exprimer de remords à la famille poulaga des vitrines... Contrairement à un autre des condamné.e.s, qui après s'être dissocié des actes et des idées pendant le procès, tente aujourd'hui de vendre sa petite histoire sur les étals des supermarchés révolutionnaires.

Non contents de lui faire payer sa peine en entier, la justice et l'administration pénitentiaire rendent son quotidien en prison encore plus insupportable, multipliant les brimades. Les fouilles à nu sont devenues systématiques à la sortie des parloirs, sans qu'aucune explication ne soit donnée. Après avoir été bloqué quelques semaines à la fin de l'été, le courrier arrive toujours de manière irrégulière. Le courrier avocat est lu par la matonnerie. Régulièrement des parloirs sont annulés par la mauvaise volonté de ses geoliers. Cette situation n'est pas exceptionnelle, c'est le rôle de la prison de tenter de briser les individus, de les rééduquer pour qu'ils soient dociles et intégrables dans la société. Qu'ils expriment des excuses, expient leur faute.

La solidarité exprimée dans les actes et les paroles, [des tracts aux incendies](#), aident à ne pas céder à la résignation, donnent de la force à l'intérieur comme à l'extérieur.

Jusqu'à détruire la dernière des cages !
liberté pour tou-te-s !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Belgique : Les anarchistes dans le viseur de l'antiterrorisme

La Belgique est un de ces pays d'Europe qui a encore un Roi. C'est un fait curieux vu d'ici, et on peut donc se demander à quoi cela bien servir, un Roi, à part dépenser des millions et causer quelques scandales réguliers pour distraire la population ? Et bien un monarque, ça signe par exemple des décrets, des décrets royaux même. Comme par exemple celui qui vient d'étendre les compétences de la liste de l'OCAM (Organe de coordination pour l'analyse de la menace), un des organismes du terrorisme d'Etat belge.

L'OCAM, qui a succédé en 2006 au Groupe interforces antiterroriste (GIA), est un organisme placé sous l'autorité conjointe des Ministres de la Justice et de l'Intérieur, chargé de centraliser les informations venues d'autres services de renseignement pour « analyser la menace en matière de terrorisme et d'extrémisme ». C'est par exemple lui qui gère la base de donnée « Foreign Terrorist Fighters », créée en 2013 pour identifier principalement les combattants belges partis en Syrie. Une base qui contient officiellement 568 noms sur sa liste, dont celui de 120 djihadistes de retour. Mais comme on est jamais trop prudent quand on est un Etat qui accueille volontiers le siège de l'OTAN et celui du Parlement européen, l'OCAM a également créé un nouveau fichier en 2017, celui des « prédicateurs de la haine », qui contenait jusqu'à présent 40 noms, dont celui de Fouad Belkacem, du groupe Sharia4Belgium.*

Et puisqu'on en était là, pourquoi s'arrêter en si bon chemin, hein, s'est par exemple dit après un été 2018 trop chaud le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA) : « L'OCAD (l'acronyme de l'OCAM en flamand) doit parler de la menace terroriste en général, et pas seulement de la terreur musulmane. Nous devons prendre en compte toutes les formes de violence. Même si l'extrémisme musulman reste l'objet principal. La base de données a prouvé sa fiabilité pour un seul danger. Nous utilisons maintenant cette expertise pour d'autres formes. » Et c'est comme cela qu'on en

revient à notre fameux décret royal, qui a récemment étendu cette liste à d'autres « prédicateurs de haine ».

Aujourd'hui 20 octobre, une flopée de journaux flamands (Het Nieuwsblad, Gazet van Antwerpen, Het Belang van Limburg et De Standaard) rapportent ainsi qu'à ces 40 islamistes qui prônent la sharia, viennent d'être ajoutés les noms de 23 personnes : 16 personnes « d'extrême gauche » et 7 adeptes d'extrême droite. Du côté des nazis, ils avaient pourtant le choix, mais allez savoir pourquoi, ils n'en ont trouvé que 7, dont le fameux Tomas Boutens, l'ancien para et dirigeant du groupe « Bloed, Bodem, Eer en Trouw » (Sang, Terre, Honneur et Foi). De l'autre côté, c'est déjà plus l'abondance et, détaille la presse, **viennent donc d'être inclus sur la liste très officielle des personnes à surveiller** à côté des islamistes de Syrie et des néo-nazis, **les « anarchistes violents du groupe francophone La Cavale, qui sont poursuivis par le parquet pour leur opposition en particulier à la construction d'une maxi-prison à Haren »**. Pour rappel, [le 10 juin 2015 un peu avant 6h du matin, différentes équipes de l'anti-terrorisme avaient perquisitionné 4 domiciles où habitent des compagnon.nes ainsi que le local de lutte contre la maxi-prison « le Passage »](#), ces perquisitions étant effectuées dans le cadre d'une opération nommée « Cavale », suite à une enquête ouverte en 2013 pour « incitation à commettre des actes terroristes » et « participation à une organisation terroriste »*.

Mettre dans un même gros sac ceux qui font concurrence au pouvoir en place en se battant pour un autre Etat, d'autres prisons d'autres flics et d'autres lois, avec les partisans irréductibles de la liberté qui ont en haine toute forme d'autorité, voilà donc le dernier tour de passe-passe de l'Etat belge. Et ce n'est que le début de ce qui nous attend tous, ici aussi. A chacun de se montrer à la hauteur des enjeux...

... le terroriste c'est l'Etat !

Bure : 13 procès et le tribunal évacué

Ce mardi 16 octobre, 13 personnes passaient en procès pour des affaires liées à la lutte anti-CIGEO. Une spécialité du tribunal de Bar-le-Duc est de rassembler toutes les affaires militantes le même jour, afin d'assurer un déploiement policier proportionné : une centaine de flics.

La journée a commencé à 9h, sur les sièges du tribunal de Bar-le-duc

Malheureusement, une des avocates des militant.e.s, s'étant cassée le pied, ne pouvait pas être présente et avait demandé des renvois pour ses dossiers.

La juge principale (Catherine Buchster-Martin) et le procureur (Olivier Glady) s'en énervent vite et font donc pression sur l'un.e des copain.e.s prévenu.e.s :

"proc : Pourquoi avoir choisi un avocat de Lille alors que vous habitez ici ?"

"juge : Avez-vous choisi maître R par opportunisme pour obtenir un renvoi ?"

ponctué de "vous êtes bien sûr que vous avez choisi cette avocate ?"

puis la juge, daignant enfin regarder ses notes, constate que l'avocate en question avait demandé le dossier pénal de la copain.e le 25 juin.

Une avocate de la partie civile (des flics) demande le renvoi de l'un des procès parce qu'elle a eu un accouchement prématuré, le procureur refuse car "elle aurait pu anticiper". Les avocates présentes dénoncent ce sexisme latent.

7 renvois au 5 février 2019 finissent par être prononcés, les demandes d'allègement de contrôle judiciaire, comprenant des interdictions de territoire et des pointages lourds, sont rejetés pour 2 des 3 copaines qui en avaient fait la demande. On applique donc des restrictions fortes de liberté, pendant plus de 4 mois, pour des personnes "présumées innocentes".

Les réactions du public face aux élucubrations du procureur et à l'absurdité des procès énervent la présidente du tribunal, au point qu'elle commence à faire évacuer des personnes de la salle au tout début du premier procès. Ainsi, 3 copaines se font trainer jusqu'à l'extérieur du tribunal.

Premier procès

Ce procès s'annonce long, les faits datent d'avril (refus de signalétique, violences, menaces de mort et outrages) et le procureur se met à plaindre les compagnies de gendarmes mobiles :

- "harcèlement typique que subit au quotidien la gendarmerie mobile à Bure" ;
- "c'est une sorte de jeu d'aller emmerder les gendarmes" ;
- "La mairie de Bure doit consacrer presque l'entièreté de son budget pour pallier aux dégradations des opposantes" ;
- "on peut comprendre que les gendarmes mobiles en ont assez d'être caillassés, d'être insultés, ..." ;
- "A travers leur mission de surveillance les gendarmes subissent trop souvent du harcèlement"

Le harcèlement, dans sa bouche, c'est les gendarmes qui le vivent. Par contre pas de harcèlement policier : à cause du mensonge et du refus de s'identifier des opposant.es, "c'est par l'interpellation systématique que leurs identités se sont révélées".

En passant, il évoque au juge que les attestations d'hébergement sont "des bouts de papiers, des torchons" et que "c'est du bidon" en déclarant qu'une habitante (qui allait être jugée peu après, et qui donc était dans la salle) est une menteuse. Et puis de toute façon, comme dit Glady, "la maison de la résistance de Bure, que je connais pour m'y être invité plusieurs fois cette année accompagné des forces de l'ordre, est une vaste auberge de jeunesse" et se permet de faire des remarques sur l'intérieur de la maison.

Malgré les différentes incohérences du dossier, le procureur demandera 3 mois fermes avec mandat de dépôt, une révocation de sursis (2 mois) et une interdiction de Meuse pendant 2 ans.

Le jugement pour les parties civiles est reporté mais 7 "victimes" policiers demandent chacun 600 euros d'amende pour s'être fait insulter.

Après une courte pause du tribunal, dossier suivant

Les faits remontent cette fois-ci à janvier 2017 : blocage d'engins de chantier dans le bois Lejuc. Le renvoi demandé précédemment pour manque de pièces au dossier envoyé à l'avocat et car une personne n'avait pas été prévenue qu'elle passait en procès, a été refusé. Ce renvoi avait été négocié

la veille entre l'avocat et le procureur, celui-ci bien entendu est revenu dessus, l'avocat n'a donc pas pu préparer le dossier.

Pour excuser ce procès qui se fait en bafouant clairement le droit à la défense, le procureur assurera que la personne est "radicalement introuvable".

Elle est accusée de s'être tenue sur le chemin devant l'engin pendant ... moins d'une minute !

Le procureur évoquera "la ténacité éprouvée pour bloquer l'engin, agripper l'engin est une technique, toute une grappe s'y est accrochée, l'engin de chantier était littéralement recouvert" (par 3 personnes ^^).

Et c'est ce qu'on reproche à la seconde prévenue, l'obstruction des travaux par la "technique de grimpe".

Elle avait eu la tête projetée contre le rétroviseur, ce qui lui occasionna une blessure au nez. Un vigile déclarera : "elle avait une croûte sur le nez avant, elle l'a frottée avec de la neige pour l'arracher et se faire saigner". Sa plainte pour coups et blessures a été classée sans suite.

L'avocat rappelle que l'ANDRA avait, auparavant, fait des travaux illégaux dans le bois Lejuc. Les travaux bloqués n'étaient donc pas d'utilité publique mais de réparation d'ordonnance pénale, et au vu du contexte (6 mois après l'ordonnance de remettre en état la forêt, avec des machines pas adaptées aux travaux à faire) ils étaient faits purement par provocation par l'ANDRA, pour montrer qu'ils voulaient faire les travaux mais qu'on les en empêchait.

Réquisition : 3 mois de sursis simple pour chacun.e pour "obstruction à des travaux publics par violence ou voie de fait".

La partie civile (l'ANDRA) demande 2721 euros pour des travaux qui ont été interrompus mais tout de même facturés et 700 euros pour leurs frais d'avocat.

Au cours de cette affaire, une autre rangée de 4 copaines a été "évacuée" du tribunal.

14h, un dossier qui date du 22 février, date de l'expulsion du bois Lejuc

La prévenue de 60 ans est accusée d'avoir violenté les gendarmes qui la portaient lors de son expulsion de la maison de la résistance. Elle leur aurait donné des coups de pied au niveau de la tête et de l'avant-bras.

Le procureur joue la victime :

- "le discours de la défense est teinté de situationisme et de conspirationisme"
- "on pourrait croire que je suis un manipulateur de projet politique"
- "il paraît que je ne serais qu'une moitié, voir moins d'une moitié de magistrat"
- "un judas, un vassal du nucléaire, cela a même été taggué dans le tribunal"
- "dans tous les torts de l'histoire, je serais parmi les plus grands scélérats"

Pour conclure avec un "c'est un petit peu agaçant"

La défense évoque la complexité de voir toutes les prévenu.e.s en Garde à Vue car les gendarmes font en sorte de les éparpiller à travers le département. Le procureur répond : "on n'allait pas lancer une invitation à l'ensemble de l'équipe des avocats des opposants pour le 22 février, puisque cette perquisition était inopinée".

Une copaine ne tient plus et un rire lui échappe, la juge ordonne son "évacuation", ce à quoi les Gendarmes mobiles procèdent en filmant. Le procureur continue sa plaidoirie alors que nous protestons contre la présence d'une caméra dans la salle d'audience, ce qui est strictement interdit.

Un huis-clos non-officiel, non-assumé

La juge ordonne l'évacuation immédiate de la salle, puis une suspension de l'audience. Les GM nous encerclent tout en filmant. Nous sommes poussé.e.s, pressé.e.s vers la salle d'à côté. Devant l'escalier, nous sommes poussé.e.s plus violemment. Deux autres copaines finiront le trajet vers la sortie (comprenant 2 volées d'escaliers) en étant portées jusqu'à la porte.

Peu de temps après, l'audience reprend. La juge déclare qu'elle reste publique et que les portes sont ouvertes. Malgré cela, les GM ne laisseront entrer que les prévenu.e.s restant.e.s et les avocates. Un huis-clos non-officiel, non-assumé.

Réquisition : 3 mois de sursis simple pour le dossier qui était en cours au moment de l'évacuation de la salle.

La partie civile (le commandant Dubois, qui n'en est pas à sa première affaire) demande 300 euros.

L'affaire suivante, qui a donc été jugée dans ce huis-clos non officiel, concerne une copaine arrêtée début septembre alors qu'elle marchait dans les rues de Mandres en Barrois. Les flics la contrôlaient pour la 9^e fois en 3 semaines, il se serait énervé et les aurait traité de nazis. Les flics l'ont interpellé. En l'entendant crier, pas mal de monde a débarqué, les GMs ont pris peur et ont gazé. La copaine interpellé crache suite au gazage, il sera donc chargé d'outrage et de rébellion en réunion (puis d'un refus de signalétique : photos et empreintes).

Le réquisitoire du procureur s'appuie principalement sur le casier judiciaire de la copaine (2 condamnations), pour démontrer sa culpabilité. Le crachat poserait des problèmes sanitaires et aurait une portée symbolique.

La partie civile fait savoir, par recommandé, qu'elle demande 69 euros pour une paire de lunettes et 450 euros pour le crachat.

Réquisition : payer les parties civiles + 6 mois de prison avec mandat de dépôt dont 3 avec sursis et mise à l'épreuve : obligation de travailler et interdiction de Meuse pendant 2 ans.

La juge exprimera qu'elle regrette les propos de l'avocate par rapport à la police, celle-ci ayant dénoncé le harcèlement et l'acharnement policier au sens large.

Dernier procès

La dernière personne est jugée pour un outrage qui aurait eu lieu lors d'un contrôle routier à 10m de la maison de résistance, en août dernier. Cette personne a fait le choix de se présenter sans avocat. Le proc attaque le droit à garder le silence en dressant un profil psychologique type anti-tout "et peut-être même anti-anti". Pour appuyer ses propos il se réfère une fois de plus à l'audience du 19 mars où des copaines avaient fait le choix de ne pas se prêter au jeu de la justice.

Réquisition : 3 mois de sursis avec mise à l'épreuve : obligation de travailler et interdiction de Meuse pendant 2 ans

Tous les rendus des procès seront donnés le 13 novembre.

Barcelone: émeutes dans les rues de Gracia contre l'expulsion du squat Ca La Trava

Tôt jeudi 18 octobre à Barcelone, les [Mossos d'Esquadra](#) ont procédé à l'expulsion du squat « Ca La Trava », situé dans le quartier de Gracia. Lors de l'expulsion, deux personnes ont été arrêtées mais ont été relâchées sans suite dans l'après-midi. La réponse à cette expulsion ne s'est pas fait attendre. Des dizaines de personnes cagoulées ont pris la rue...

Le soir-même, une manif est partie de la plaza Virreina vers 19h30. Aux cris de « Ca La Trava son disturbios » [« *Ca La Trava sont des émeutes* »], « Mande quien mande seremos ingobernables » et « Un desalojo, otra ocupación » [« *Une expulsion, un autre squat!* »], le cortège a déambulé sauvagement dans diverses rues du quartier, en érigeant des barricades de containers et de mobilier urbain avant d'y mettre le feu. Puis il s'est arrêté devant la Banc Expropiat, où des poubelles et du mobilier ont été incendiés et balancés vers l'entrée. Au croisement des rues « Puigmartí » et « Mare de Déu dels Desemparats », une agence immobilière et une institution financière ont perdu leurs vitres. Un autre organe de presse parle de deux agences immobilières attaquées. Lors de la dispersion et des courses-poursuites avec les Mossos d'Esquadra, une personne a été arrêtée et deux autres identifiées.

Le lendemain matin, un groupe d'une vingtaine de personnes cagoulées a interrompu le trafic routier près de 20 minutes en montant des barricades sur l'un des axes principaux de la ville.

[Reformulé de la presse espagnole par [Sans Attendre Demain](#), 20 octobre 2018.]

Des exilés menacés d'expulsion la veille de la trêve hivernale appellent à un rassemblement le 30 octobre

Nous ne retournerons pas à la rue !

Bonjour

Nous sommes 36 réfugiés et demandeurs d'asile dans un local de la Croix Rouge au métro Odéon. Nous sommes de différentes nationalités (afghans, soudanais, maliens, tchadiens, érythréens et autres). Nous appelons à votre solidarité le 31 octobre 2018.

Il y a quatre jours, le chef du centre nous a informés qu'il devait fermer ce centre et que nous devions le quitter le 31 octobre. Nous lui avons dit que nous n'avons pas d'endroit où dormir et qu'il fait froid dehors, qu'il nous a trouvé à la rue et nous a amené ici, alors pourquoi nous remettre à la rue.

Le chef nous a répondu que ce n'était pas son problème et que nous devions partir le 31 octobre dernier délai. Nous venons de passer 2 mois dans ce centre sans avoir de chambre et nous dormions tous dans la même pièce.

Nous sommes des demandeurs d'asile et des réfugiés aux situations différentes. Nous demandons juste un endroit où dormir. Nous étions en danger dans nos pays. Nous avons besoin de protection et d'un lieu sûr. Nous demandons une solution durable avec des chambres et des cuisines proche d'une station de métro.

Sans garantie écrite de cette solution, nous ne quitterons pas le centre.

Nous appelons nos soutiens à un rassemblement mardi 30 octobre à 18h, ainsi que le mercredi, jour annoncé de l'expulsion, pour nous aider à résister dès 6h du matin.

Adresse : 6 rue Mazet, 75006 Paris. Métro : Odéon.

Espagne – Répression de l'anti-G20 : Nouvelles perquisitions à Madrid et à Palencia – 19 octobre 2018



Tôt vendredi 19 octobre au matin, une nouvelle opération de police menée conjointement par la Police Nationale espagnole et la Police Fédérale Allemande a eu lieu à Madrid et à Palencia. L'opération a abouti à la perquisition de deux logements à Palencia et à Madrid (quartier Tetuan). A l'instar de ce qui s'est passé [le 29 mai dernier](#) – où cette fois-ci les dispositifs policiers ont été déployés à l'échelle européenne, avec [des perquisitions en France, en Allemagne, en Italie et en Suisse](#). L'objectif recherché lors de ces perquisitions est de continuer à récolter des informations sur les événements de juillet 2017 à Hambourg, qui ont conduit à une véritable révolte à l'occasion du sommet du G20 dans cette ville.

En réponse à la vague de destructions laissée par les émeutier.e.s dans l'une des villes les plus militarisées pour l'occasion, l'Etat allemand a investi des moyens économiques et techniques incommensurables au cours de l'année écoulée pour lancer une persécution à grande échelle

(européenne). Beaucoup de compagnon.ne.s sont passé.e.s par la détention préventive ou attendent leurs procès. Parallèlement, la solidarité s'est fait sentir en Europe et dans le monde, sous forme de manifs, d'agitation et d'attaques.

Selon les informations parues dans la presse bourgeoise, c'est la Brigade d'Information Autochtone (autóctona Brigada de Información) qui aurait coordonné cette opération: « opération coordonnée par « La Comisaría General de Información » [1], qui compte sur des effectifs de la « Brigada Provincial de Información » de Madrid, de Valladolid y de Palencia, témoignant de l'engagement de la Police Nationale pour promouvoir la coopération internationale entre services de police étrangers, dont la participation à l'enquête a été mise au point par les services de la police criminelle de Hambourg en étroite coordination avec les services fédéraux de la police criminelle (BKA) ».

Solidarité et lutte !

[Traduit de l'espagnol de [Contra Madriz](#), 19.10.2018]

NdT:

[1] Services de renseignement de la police nationale.

This entry was posted in [ACAB](#), [Contre la société de contrôle et de surveillance](#), [Contre-Information](#), [Répression](#), [solidarité](#) and tagged [contre-sommet du G20 à Hambourg \(juillet 2017\)](#), [Espagne](#), [Madrid](#), [Palencia](#), [Perquisitions](#), [prisonniers du G20](#), [sommet du G20](#). Bookmark the [permalink](#).

Murcie, Espagne : Arrestation de six anarchistes, accusés de plusieurs attaques incendiaires et explosives – 26 octobre 2018

Vendredi 26 octobre, la police nationale espagnole a arrêté six anarchistes à Murcie. Elle les accuse d'être les auteurs de plusieurs attaques explosives et incendiaires contre des infrastructures du pouvoir.

Sur la trentaine d'attaques réalisées ces dernières années, un grand nombre ciblait les infrastructures de télécommunication (pylônes et antennes-relais) mais aussi des entrepôts, des usines et des réservoirs d'eau potable. Les six anarchistes âgés de 21 à 27 ans sont accusés de « détention, de stockage et de trafic d'explosifs, ainsi que de dégâts matériels ». Les enquêteurs leur attribuent la responsabilité des neuf dernières attaques explosives qui ont eu lieu dans la région.

Cette opération fait suite à une arrestation et une perquisition qui ont eu lieu en juin dernier dans la ville de Molina de Segura (région de Murcie), et au cours de laquelle un jeune anarchiste a été arrêté et du matériel incendiaire et explosif saisi.

Cette enquête a été menée sous la direction du juge d'instruction n°2 de Molina de Segura, qui a décrété que parmi les six inculpés, trois d'entre eux pourraient éviter la prison en échange de caution.

[Reformulé de la presse espagnole, 26.10.2018]

This entry was posted in [ACAB](#), [Actions directes](#), [Contre la société de contrôle et de surveillance](#), [Contre-Information](#), [Répression](#), [solidarité](#) and tagged [anti-terrorisme](#), [attaques incendiaires et explosives](#), [enquête en cours](#), [Espagne](#), [Molina de Segura](#), [Murcie](#). Bookmark the [permalink](#).

Solidarité

Communiqué à l'issue du rassemblement devant France Terre d'Asile

En juillet nous avons interpellé collectivement France Terre d'Asile (FTDA) avec un courrier resté sans réponse à ce jour. Ce matin, nous nous sommes rendu-e-s sur place pour renouveler notre demande d'explication et mettre l'accent sur les signes de dysfonctionnement. Nous étions une cinquantaine de militant-e-s (exilé-e-s ou non) devant FTDA à demander à FTDA de faire son travail ; mot d'ordre qui peut sembler assez peu ambitieux, mais qui, au regard des dysfonctionnements actuels représente une revendication nécessaire.

Juste deux exemples :

-Une personne exilée a rendez-vous. Sur son dossier transmis par FTDA, on peut lire : « remplir le dossier OFPRA en français, si vous ne pouvez pas, demandez à un ami qui parle français.. » Le gardien lui oppose un refus d'entrer expliquant que c'est à lui de trouver une personne qui traduira son récit, et que sans ça pas besoin de venir. C'est un exemple malheureusement trop fréquent, que l'on rencontre souvent dans nos permanences.

-Pas plus d'accompagnement dans l'écriture des récits de vie. Nous voyons tous les jours des personnes arriver avec une liste d'associations qui leur a été remise à FTDA , ce que FTDA refuse de reconnaître.

Suite à l'annonce de notre future venue, M. Pierre Henry, directeur national de France Terre d'Asile, nous a écrit : « Je prends connaissance de votre initiative avec circonspection. C'est sans doute au nom d'une idée de coopération fraternelle que vous prenez cette initiative et que vous jugez de notre action sur un tel ton ? Si par contre vous êtes intéressé à comprendre notre organisation et ses contraintes en toute sérénité, nous pourrions vous rencontrer. »

Et bien oui Monsieur, au risque de vous déplaire, nous jugeons l'action de FTDA et condamnons la manière dont vous vous positionnez comme un relais des politiques migratoires mortifères.

Ce matin avons eu la chance de rencontrer la directrice de la PADA de FTDA, ainsi que la directrice régionale de l'OFFI. Alors qu'elles souhaitaient accueillir une délégation pour discuter dans le bureau, nous avons choisi d'avoir cette discussion en extérieur avec l'ensemble des personnes présentes.

Les réponses qu'elles nous ont apportées n'ont fait que confirmer ce que nous nous attendions à entendre. L'entretien ne fut pas trop long, en voici quelques morceaux choisis :

Directrice de FTDA : « Le budget qui passe dans les traductions est indécent » ; « Il faut rationaliser et optimiser la prise en charge... » ; « Il faut travailler avec des associations car elles travaillent aussi bien et moins chers que les sociétés, avec des bénévoles... »

Plutôt que de revendiquer des conditions de travail correctes et plus de moyens, FTDA affiche haut et fort son choix, pour régler ses problèmes de fonctionnement, de faire appel au bénévolat pour les traductions, les accompagnements juridiques...

La directrice régionale de l'OFFI :

« C'est un problème de flux. » Les personnes exilées qui arrivent en France sont donc des flux, des marchandises que l'administration gère. Nous apprenons que les « flux » ont été multiplié par 4 sur Nantes... Ce n'est pas les chiffres nationaux, et l'OFFI devrait être en mesure d'adapter les financements aux réalités locales.

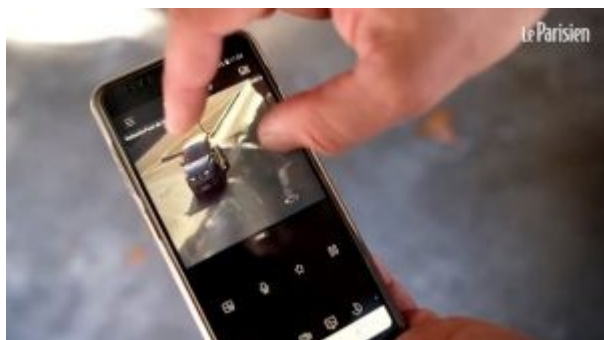
En voulant s'appuyer sur les énergies militantes, FTDA semble oublier que nous ne portons pas le même projet politique. Nous voulons des papiers pour tou-te-s tandis qu'eux ne souhaitent aider que les personnes en situation de migration de droits (objet social de FTDA). Nous ne serons pas le relais de leurs politiques. Nous n'avons pas trouvé d'entente car il est clair que nous n'avons pas les mêmes valeurs et objectifs, et nous ne construirons donc pas de partenariat ensemble, et refuserons d'être sous-traitant. Nous continuerons de veiller à ce que FTDA à minima fasse ce pour quoi il est payer.

Et nous ne parlons pas de l'accueil : porte close sans aucune explication alors que l'affichage annonce une ouverture hebdomadaire de 9h à 12h30. La directrice contactée par téléphone nous explique que c'est pour la sécurité. On a craint un instant que c'était notre présence qui faisait que la porte restait fermée mais des personnes qui souhaitaient entrer nous ont expliqué que cette pratique est habituelle et toujours sans explication. Tire la chevillette et la porte s'ouvrira!!

Et nous on reviendra.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Oise : Les gendarmes se vantent de leur nouvelle arme, la vidéo-surveillance dans la poche



Depuis quelques jours, la brigade de gendarmerie de Senlis (Oise, 170 militaires) teste une nouvelle application : elle permet à chaque pandore de pouvoir mater en direct et 24h/24 les caméras de vidéosurveillance sur leur smartphone personnel. C'est le village de Verberie (4000 habitants, 19 caméras) qui sert de test, un test qui a vocation à être étendu à toute la zone gendarmerie de l'Oise et à passer par la suite sur leur smartphone pro (le système NEO). Dans les zones rurales, si les caméras se multiplient jusque dans les petits bleds, il n'y avait souvent pas d'opérateur humain derrière, et encore moins en direct (sauf parfois quand ils ont une police municipale). Cette appli à destination des gendarmes est donc destinée à combler ce vide.

A noter que le mélange entre leur téléphone perso et pro est assez marquant et significatif, tout comme le fait que la vidéosurveillance dépende toujours plus soit de l'installation/présence de la fibre optique (pour les caméras à la campagne) soit d'antennes relais (pour les relier aux smartphones gendarmesques).

Deux vidéos sur cette nouvelle arme technologique des gendarmes:

- <https://videos.leparisien.fr/video/oise-les-gendarmes-ont-la-vidéosurveillance-sur-leurs-smartphones-15-10-2018-x6vi4sx>
- https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/securite-l-application-qui-donne-acces-a-la-vidéosurveillance_2995725.html